



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous

Dossier
À bas la répression des mouvements sociaux!
Pages 6 et 7

n°182 - 14 février 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org

Le Medef exige, Hollande exécute



Le 5 février devant l'usine PSA d'Aulnay, un meeting de soutien au grévistes et aux militantEs répriméEs a rassemblé Marie-George Buffet, Nathalie Artaud, Xavier Mathieu, Annick Coupé, Olivier Besancenot... Le 12 février, se sont retrouvés ensemble, devant le siège de Goodyear, non seulement celles et ceux de l'usine d'Amiens Nord menacée de fermeture, mais des manifestantEs venuEs de plusieurs dizaines d'entreprises dont la fermeture est programmée avec à la clé des centaines de suppressions d'emplois. La solidarité et la convergence entre et avec les salariéEs des entreprises menacées de fermeture montent, s'organisent, se construisent. Mais dans le même temps c'est un véritable déchaînement à la fois médiatique et répressif contre celles et ceux qui défendent leurs emplois, leurs conditions de travail et de vie.

SUITE PAGE 2

REGARDS

Paroles militantes pour la convergence

Page 2

PREMIER PLAN

Tunisie: un tournant majeur

Page 3



INTERNATIONAL

Égypte: fin de cycle?

Page 5



M 04249 - 182 - F: 1,20 €

Agenda

20 février, société Louise-Michel, « Mali: guerre à l'Afrique. La France en retard d'une décolonisation? ». RV à 19h30, à la Maison des associations du 10^e.

21 février, réunion publique du NPA avec Christine Poupin, Bagneux (92).

« Huit mois de pouvoir PS-Verts: quel bilan? Quelles perspectives? » RV à 19 heures, salle Coudon, 18 rue Salvador-Allende à Bagneux.

15 février, concert de soutien à Notre-Dame-des-Landes, Montreuil. De 18h à 22h à La Parole Errante, 9 rue François-Debergue à Montreuil. Prix libre

Au programme: initiation aux danses de festnoz, repas des Tabliers Volants, avec La Fanfare Invisible, Festnoz avec Eien & Yod de Bretagne, Les Chevals (fanfare dada funk), Enfance Sauvage (chérubins éternels), Boum Cumbia!

16 mars, Fête du NPA 75.

RV samedi 16 mars de 14h à 22h, Salle Olympe-de-Gouges, 15 rue Merlin 75011 Paris.



SUITE DE LA PAGE 1

L'enjeu va bien au-delà des seuls Goodyear ou PSA. Il s'agit de faire accepter l'Accord national interprofessionnel – signé par le Medef et les trois syndicats CFTD, CGC et CFTC – qui prétend allier sécurisation de l'emploi pour les salariéEs d'une part et flexibilité et sécurité juridique pour les entreprises d'autre part. En réalité, cet accord est une attaque majeure contre les droits des salariéEs. Il vise deux objectifs principaux. Le premier est la possibilité, si un accord de « maintien dans l'emploi » est signé dans l'entreprise, d'imposer à toutE salariéE une baisse du salaire ou une augmentation du temps de travail, voire les deux à la fois, sans qu'il ou elle ne puisse refuser sous peine de licenciement. S'y ajoute la mobilité forcée, c'est-à-dire l'impossibilité de refuser d'aller travailler dans un autre site de l'entreprise. Le second objectif est de faciliter et d'accélérer les procédures de licenciement tout en protégeant juridiquement les patrons des recours des salariéEs contre leurs abus et irrégularités.

Le Medef en rêvait, Hollande et Ayrault le font

Cet accord n'est en rien gagnant-gagnant. Les seuls gagnants sont les patrons qui obtiennent ce qu'ils réclament depuis des années, la baisse des salaires et la destruction du code du travail. En Grèce ou dans l'État espagnol, de telles politiques accélèrent le chômage et la précarité. Le chantage et les menaces visent à imposer ce recul historique. C'est ce qui explique la campagne actuelle contre les grévistes. Le gouvernement veut aller très vite. Le texte doit être étudié par le Conseil des ministres le 6 mars et une procédure d'urgence devrait conduire à un vote au Parlement fin avril. Le Medef, les organisations syndicales signataires, le gouvernement mettent tout leur poids dans la balance.

Le Parti socialiste fait semblant d'entrouvrir la porte en organisant des échanges avec les organisations syndicales non signataires. Mais il n'y a rien à garder dans l'accord, il ne s'agit ni de le rediscuter ni de l'amender, il ne doit pas être ratifié.



Devant le siège de Goodyear mardi 12 février. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Expliquer pour combattre

De nombreuses voix se lèvent pour dénoncer le contenu de cet accord, des syndicalistes, des chercheurs et chercheuses, des féministes, toutes les forces politiques à la gauche du gouvernement... Le texte est délibérément long et touffu. Il importe de faire très vite un travail de décryptage partout dans les entreprises, dans les organisations syndicales, publiquement, pour déjouer – derrière les très maigres, voire inexistantes, prétendues avancées – les vrais pièges et reculs sociaux catastrophiques. C'est le travail qui peut et doit être fait, avec des réunions publiques, des meetings, des tracts explicatifs, de manière unitaire par toutes les forces qui s'opposent à cet accord. Il faut d'urgence construire une mobilisation nationale, interprofessionnelle. La CGT, FO et Solidaires proposent une première date de mobilisation le 5 mars, veille du Conseil des ministres où sera examiné le texte. Cette date doit être le

point de départ d'une mobilisation prolongée car il faudra bien plus qu'une journée pour empêcher cet accord de devenir loi.

S'opposer clairement à ce gouvernement

Pour le patronat, la crise et le chômage massif représentent l'occasion idéale pour baisser le « coût du travail » et précariser les salariéEs. En organisant le soit-disant dialogue social, puis en traduisant dans la loi l'accord ainsi obtenu, le gouvernement se met entièrement à son service. Il n'y a place ni pour l'abstention ni pour les hésitations: il faut s'opposer au gouvernement et le faire reculer! Construire une opposition politique qui défende les droits du monde du travail – interdiction des licenciements, réduction du temps de travail pour permettre à toutes et tous d'avoir un emploi, embauches massives dans les services publics – voilà l'enjeu.

Christine Poupin

regards

Propos recueillis par Robert Pelletier

Paroles militantes pour la convergence

Mardi 12 février, près d'un millier de salariéEs – dont plus de 600 venus du site d'Amiens – ont répondu à l'appel des Goodyear pour un rassemblement devant le siège du groupe où se tenait un Comité central d'entreprise jugé illégal par la CGT. Une ambiance militante et combative, malgré la fraîcheur du temps et l'accueil très musclé organisé par Valls. « On » avait recommandé aux riverains de ne pas laisser leur voiture dans la rue... Ils sont venus, ils sont là: Presstalis, Sanofi, Arcelor, Faurecia, PSA Aulnay, Licenci'elles, Faurecia Auchel, Renault Guyancourt et Rueil, Fralib et bien d'autres. Quelques échos de cette nouvelle rencontre des salariéEs en lutte.

Agathe (PSA Aulnay): En ce qui concerne les salariéEs misEs en examen, le parquet ne peut pas clôturer son dossier tant que l'enquête n'est pas terminée. Le préfet, nommé comme médiateur, doit convaincre PSA de respecter la loi. Déjà, nous avons obtenu le retrait des vigiles, mais cela n'est qu'un petit début. Il faut imposer à la direction non seulement de renoncer aux sanctions et aux poursuites mais surtout de renoncer aux licenciements. Aujourd'hui à Aulnay, l'assemblée générale a regroupé plus de 500 personnes. On a d'abord accompagné le 6^e camarade convoqué pour entretien préalable, et ensuite on s'est réparti: une centaine ici pour soutenir les Goodyear et autant pour aller au siège où la direction présentait son PSE. Celle-ci souhaite « conclure » rapidement, mais nous voulons par la lutte, par la grève, imposer le retour en

tripartite du gouvernement, de la direction et des représentants des salariéEs. Jeudi prochain, les demandes de licenciement de Samir et moi passent en Comité d'entreprise. Avec des mobilisations comme celle d'aujourd'hui, on voit qu'il y a beaucoup d'entreprises touchées par les licenciements mais aussi plus largement par les accords emplois-compétitivité comme chez nous, PSA avec Sevelnord. Alors, bien sûr, l'idée, c'est de se battre ensemble, de se mettre tous ensemble en grève. J'aimerais bien qu'il y ait une grève générale.

Olivier (Fralib Gémenos): Nous sommes là parce que nous savons, par notre lutte, que la solidarité, c'est essentiel. Nous n'aurions pas tenu plus de 3 ans, 868 jours en lutte contre la liquidation de notre entreprise sans la solidarité de toute la région. Malgré tout, ça

piétine. Unilever ne veut rien céder et le gouvernement cautionne cette attitude, malgré les engagements pris en octobre d'avancer. Nous avons claqué la porte. Nous devons être reçus à l'Élysée début janvier. On attend toujours. Nous avons les bâtiments, les machines, et même des partenaires pour l'approvisionnement en matières premières, et bien sûr 72 salariéEs prêtEs à reprendre la production sous forme d'une coopérative ouvrière. Il ne manque que l'accord d'Unilever de céder la marque Eléphant et d'assurer au départ l'écoulement des volumes de production pour démarrer l'activité. Contre la 3^e version du PSE, nous sommes en appel au tribunal de référé d'Aix avec réponse le 28 février. Nous avons toujours refusé les transactions individuelles, la négociation du contenu de la « valise ». Seule la lutte collective peut nous faire gagner, mais la coordination, la centralisation des

luttés ne se feront pas sur un claquement de doigt. En 2010, plusieurs millions de manifestants n'ont pas fait reculer un gouvernement qu'ils n'avaient pas élu. Peut-être que les mêmes feraient reculer un gouvernement que beaucoup ont contribué à élire.

Bernard (Arcelor Florange): Notre dernière manifestation a été l'occasion de violences policières. Les Belges s'étaient affrontés avec la police à Namur. En arrivant à Strasbourg, on a été arrêtés, descendus des cars, fouillés au corps et ceux qui protestaient, menottés. Nous avons été retenus pendant 2 heures en plein champ. Du coup, on est arrivé un peu énervés, et on est allé au contact avec les CRS sur une place où on était encerclés par les forces de l'ordre. Dès qu'on s'approchait des CRS, on était gazés. Résultats: deux blessés de Florange avec une arcade sourcilière abîmée pour l'un et un hématome au foie avec passage sur le billard pour l'autre; un camarade belge

qui a perdu un œil et restera défiguré. Nous continuons la bataille pour interdire les licenciements, rouvrir la phase chaude et s'il le faut exproprier ArcelorMittal. Demain nous manifesterons à Metz, et bientôt une nouvelle initiative avec nos collègues Belges et Luxembourgeois.

Olivier (Presstalis région parisienne): Chez nous la direction voudrait liquider 1250 emplois sur 2500. Nous sommes victimes du black-out des médias, et donc la solidarité et la convergence des luttes, pour nous, c'est une évidence, c'est incontournable. Nous ne sommes ni entendus ni écoutés et on préfère nous faire passer pour des nantis, avec des prétendus salaires de 5000 euros mensuels... En réalité, des salaires de 1900 à 2300 euros, avec du travail le week-end, les jours fériés et des horaires décalés. Nous sommes déterminés à empêcher les licenciements, et le message vaut autant pour nos patrons que pour le gouvernement.



RÉVOLUTION TUNISIENNE

Un tournant majeur

Les raisons de l'assassinat ? Les commanditaires du meurtre de Chokri Belaïd ont voulu abattre un des symboles de la révolution. Il était à la tête du Parti des patriotes démocrates unifié, un des principaux partis de la gauche radicale, et l'un des dirigeants du Front populaire qui a dénoncé jusqu'au bout les manœuvres du gouvernement pour mettre en place une nouvelle dictature.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

Chokri Belaïd était notamment un des avocats qui avaient défendu les accusés du Bassin minier de Gafsa. Son parti compte de très nombreux militants impliqués à tous les niveaux de l'UGTT. Ce n'est donc pas un hasard si les islamistes avaient développé une campagne haineuse contre lui.

La responsabilité d'Ennahdha est totale

Ce mouvement a en effet orchestré la campagne contre Chokri Belaïd depuis les mosquées et dans les médias. Son gouvernement n'a pas voulu dissoudre les milices ayant attaqué le siège de l'UGTT le 4 décembre. Chokri Belaïd à la veille de sa mort, déclarait à la télévision qu'il se sentait personnellement menacé, surtout après l'agression sauvage du congrès de son parti quelques jours plus tôt.

Ennahdha a perdu aujourd'hui toute légitimité. Poursuivant la politique néolibérale en vigueur depuis des années, Ennahdha n'a en effet tenu aucune de ses promesses économiques et sociales. Il a multiplié les attaques contre les libertés, et en particulier celles des femmes. Il a poursuivi les pratiques de népotisme et de corruption en vigueur sous Ben Ali.

Ce n'est donc pas un hasard si des centaines de milliers de manifestants déferlent aujourd'hui dans les rues en scandant inlassablement les slogans majeurs de la révolution de janvier 2011 : « dégage », « le peuple veut la chute du régime ».

Dans l'espoir de sauver le navire, le Premier ministre reprend aujourd'hui à son compte l'idée d'un gouvernement « non partisan » chargé de gérer les affaires courantes jusqu'aux prochaines élections. Mais ceux que la presse présente comme l'aile dure de son parti refusent catégoriquement ce type de solution. Résultat, la crise est désormais ouverte au sein d'Ennahdha et du gouvernement.

Par quoi remplacer le gouvernement actuel ?

Les forces regroupées derrière Nida Tunes se présentent comme la seule alternative possible. On y retrouve pêle-mêle l'ancien Premier

ministre Caïd Essebsi, de nombreux cadres du parti de Ben Ali, ainsi que des courants issus du centre. Le principal problème de ce pôle est qu'il se situe dans la continuité des politiques néolibérales en vigueur depuis des dizaines d'années. Il est donc dans l'incapacité d'apporter une solution aux problèmes majeurs des Tunisiens : le chômage et la hausse des prix, particulièrement dans les zones déshéritées de l'intérieur du pays.

En réaction à cet assassinat, a été immédiatement mise en place une « Coordination pour la sauvegarde de la Tunisie ». L'opposition à Ennahdha se retrouve maintenant face aux problèmes suivants : cette coordination, qui inclut Nida Tunes, doit-elle servir de base à la constitution d'un gouvernement provisoire ? Faut-il plutôt commencer par définir un programme d'urgence conforme aux revendications économiques et sociales de la grande majorité de la population, permettant la constitution d'un gouvernement sur cette base ? Une telle démarche exclurait alors les forces capitalistes néolibérales, dont Nida Tunes. Le débat est en cours au sein de la gauche tunisienne.

Alain Krivine et Dominique Lerouge



Vendredi 8 février, obsèques de Chokri Belaïd à Tunis. La foule dans le cimetière. PHOTOTHÈQUE ROUGE / AROUA

Les funérailles de Chokri Belaïd

Notre camarade Alain Krivine était présent au nom du NPA.

La grève générale appelée par la plupart des partis politiques d'opposition et organisée par l'UGTT est totale. Le cortège funèbre parcourt cinq kilomètres, au milieu de centaines de milliers de gens stationnés sur les trottoirs ou juchés sur les balcons et les toits. Au même moment, des manifestations ont lieu dans toutes les villes du pays. Partout une volonté d'en découdre et d'imposer une deuxième révolution. À l'arrivée du cercueil, les slogans repartent de plus belle. Ce qui est frappant, c'est le nombre de femmes et de jeunes présents. Sans parler des délégations d'avocats en robe venues saluer leur collègue. Tout le monde veut approcher la

dépouille. Aucune délégation gouvernementale n'est présente : Basma Khalfaoui, l'épouse de Chokri Belaïd, a refusé sa présence. Après la cérémonie, avec des dizaines de milliers de personnes, nous rentrons dans le centre de Tunis pour y être accueillis à nouveau par les gaz des cordons de flics. Cette journée historique pour le peuple tunisien se terminera pour moi au nouveau local de la LGO entouré par des dizaines de camarades épuisés par des journées de mobilisation, mais fiers de participer activement à la deuxième phase de la révolution.

Alain Krivine



Par Thibault Blondin

UN CAPITALISME CARNASSIER MAIS IMMANGEABLE

Quinze ans après, la vache est toujours aussi folle pour les consommateurs. Les recettes de certains des plats cuisinés vendus en grandes surfaces sont pleines de mystère : du bœuf avec du cheval, ces derniers piqués aux produits tout aussi mystérieux que dangereux, hormones, antibiotiques... Ce scandale ne fait que rendre encore plus crédible l'idée populaire que nous ne savons pas ce que nous avons dans nos assiettes. Sous de belles étiquettes « 100% bœuf » se cache une tout autre réalité : une avalanche de sous-traitants qui se commandent des kilos de bidoche à en faire oublier que cette dernière ne pousse pas sur des arbres. Ce mode de production dangereux pour notre santé l'est tout autant pour la planète : multiplication des échanges et donc de camions sur les routes, intermédiaires qui se gavent à chaque transaction sur le dos des paysans, actionnaires qui se font du gras sur le dos et au mépris des consommateurs. Il s'agit donc bien de savoir comment produire et contrôler cette production et donc notre alimentation. Depuis des années, de la vache folle à ce dernier scandale, rien que des mesurettettes comme la traçabilité qui n'empêchent pas les grands groupes de l'alimentaire de se fournir n'importe où, et n'importe comment. Il est alors facile de se défausser sur un système qui s'est organisé pour ne pas avoir de responsables, si ce n'est en dernier ressort les organisations mafieuses. Mais ils sont tous responsables, les distributeurs en particulier qui, par la dictature des prix et donc de leur marge, cherchent toujours à baisser les prix des matières premières au détriment de la qualité. Cet agro-business se fait évidemment à l'encontre des petits producteurs et paysans, les premiers à subir ce système. Une autre société, en rupture avec ce système économique, permettrait à la population de contrôler et de décider comment produire en respectant l'environnement. Une fois de plus, les choix de production – pourquoi, comment et pour qui – sont au cœur de la question. Que ce soit pour notre santé, pour nos conditions de vie, il y a urgence à rompre avec cette logique.

DE BAMAKO À BRUXELLES Hollande dans les pas de Sarkozy

Revenu de Bamako, Hollande a abandonné son casque colonial pour se hisser au niveau de l'Europe, devant les députés réunis au Parlement de Strasbourg, juste avant le sommet de Bruxelles des 7 et 8 février. De la guerre à l'austérité, une continuité...

Posant en preux défenseur de l'héritage... colonial et impérialiste de l'Europe, Hollande a déclaré : « L'Europe, c'est un continent de paix et de démocratie, qui ne cherche rien pour lui-même, mais qui apporte au reste du monde son héritage, ses valeurs, ses principes. [...] C'est la raison pour laquelle j'ai décidé au nom de la France d'intervenir au Mali. » Puis d'enchaîner, « l'Europe doute d'elle-même » et « hésite sur ses choix [...] Elle laisse sa monnaie, l'euro, vulnérable, à des évolutions irrationnelles, dans un sens ou dans un autre [...] La croissance est trop faible » et « un chômage de masse révèle la profondeur de la crise ». « S'il est vrai que la crise de la zone euro est désormais largement derrière nous, nous sommes loin d'en avoir tiré toutes les conséquences, et ce qui nous menace aujourd'hui n'est plus la défiance des marchés, c'est celle des peuples, et qui ne voit,

à travers une suite de déclarations, que l'intérêt national est en train de prendre le pas sur l'intérêt européen. »

Un budget d'austérité

Dans son élan, Hollande aborde la question du budget pour s'engager à refuser qu'il y ait une restriction des dépenses parce que « le budget, le cadre financier qui doit être proposé, doit prolonger le pacte de croissance adopté en juin dernier, ce qui suppose d'augmenter les moyens prévus pour l'innovation, les infrastructures, les nouvelles énergies, car où serait la cohérence d'avoir défini au mois de juin un pacte de croissance et de faire ensuite un pacte de déflation à travers le cadre financier européen ». Pourtant, vendredi soir à Bruxelles, le même Hollande justifiait son « bon compromis », en fait l'acceptation d'un « pacte de déflation » avec une baisse de 3% pour la période 2014-2020 par rapport aux sept

années précédentes, la suite logique de la règle d'or de l'austérité. « Mon troisième principe, prétendait Hollande, c'est que le budget doit soutenir les Européens les plus fragiles et les plus exposés à la crise. » Le discours n'arrive pas à cacher la réalité politique des coupes budgétaires. « L'Europe, parce que c'est son histoire, parce que c'est son destin, est avant tout une volonté politique [...] J'ai plaidé pour une intégration budgétaire, fiscale, sociale, elle est là », se félicite Hollande pour justifier sa participation aux politiques d'austérité. En effet, au-delà des rivalités entre Cameron, Merkel et Hollande, tous sont d'accord pour imposer l'austérité aux peuples. Il est doré et déjà certain que le Parlement européen va refuser le budget de Bruxelles qui « ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne », comme l'écrivent dans un communiqué commun la droite, les socialistes, les libéraux et les Verts.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Les faux-semblants et le compromis de Hollande ne sortiront pas leur Europe de la crise, conséquence des exigences des classes capitalistes et des rivalités des États auxquelles il se soumet.

Yvan Lemaitre

SONDAGE

Le FN profite

Les sondages se suivent et se ressemblent... ou pas. Depuis 1983, l'année de la première percée électorale du FN, son image auprès des Français est mesurée par une enquête détaillée réalisée par l'institut TNS Sofres. Les résultats de son édition 2013 viennent d'être rendus publics le 6 février.

Premier constat : 32% des personnes interrogées se déclarent globalement «d'accord avec les idées du FN». La même proportion avait été mesurée en octobre 1991. Mais ce niveau élevé n'avait pas été atteint depuis. En 1991, la situation politique apparaissait d'ailleurs comme extraordinairement favorable au FN. L'implosion du bloc soviétique venait d'avoir lieu, et l'idéologie dominante y voyait la «mort définitive de l'idéal communiste». Cela permettait à l'extrême droite de se présenter temporairement comme seule «alternative au système». Aujourd'hui, nous ne sommes pas dans une situation de glissement historique aussi rapide. Néanmoins, diverses initiatives de la majorité UMP de 2007 à 2012 ont à nouveau contribué à banaliser l'expression publique du racisme. Et le FN en profite.

Une adhésion minoritaire au programme

Cependant, il existe un décalage entre certaines idées générales associées au FN («Il y a trop d'immigrés en France» : 54% des sondés et 74% des électeurs UMP interrogés se déclarent d'accord), et des prétendues solutions spécifiques préconisées par le FN. L'adhésion est ainsi minoritaire en ce qui concerne la sortie de l'euro et le retour au franc, soutenue par 29% des sondés. La «préférence nationale» en matière d'emploi est aussi relativement minoritaire (24% pour), alors qu'elle est présentée comme une sorte de recette-miracle par le FN pour résoudre les problèmes sociaux.

Ainsi, le FN profite-t-il à la fois d'une montée d'un racisme diffus et général, reflétant aussi un affaiblissement des liens de solidarité dans la société, et de la faiblesse apparente des autres alternatives politiques. En revanche, les prétendues «solutions» qu'il présente ne convainquent qu'un noyau dur plus réduit.

Bertold du Ryon

CONGRÈS DU PCF
Les municipales en ligne de mire

Le 36^e congrès du Parti communiste français a été ouvert par des salariéEs de la CGT d'ArcelorMittal, Petroplus, Virgin, Prestalis, Fralib, Sanofi... sur le thème de la convergence des luttes : «On lâche rien» ! Banderoles, drapeaux, discours suscitérent l'enthousiasme des délégués, la suite ne fut pas à la hauteur...



«Rien ne serait plus dangereux que d'enjamber 2013. Des millions de citoyens qui ont voté pour le Front de gauche et des millions d'autres dont le suffrage s'est porté sur François Hollande sont en train de se demander comment agir pour ne pas perdre le fil du changement. C'est maintenant qu'il faut leur répondre. Si nous réussissons cette année à redonner de l'espoir et de l'énergie aux forces qui n'ont pas envie de se résigner, nous aborderons les échéances électorales dans un climat très différent.» a déclaré Pierre Laurent en introduisant les débats du congrès. L'année 2013 est décisive... pour préparer 2014 et les échéances électorales. S'exprimant juste avant lui pour accueillir le congrès, Didier Paillard, maire de Saint Denis – dernière ville de plus de 100 000 habitantEs gérée par le PC – a d'ailleurs tenu un vrai discours de campagne électorale...

Négociations électorales

En réalité, toute la politique de la direction du PC vise à créer le meilleur rapport de forces possible pour négocier avec le PS sa place dans les municipales. Son langage radical voudrait mordre sur l'électorat déçu du PS. C'est la stratégie de l'ensemble du Front de gauche, même si les rapports que le PC a déjà dans les municipalités ou les conseils régionaux avec le PS le rend plus prudent.

Force de proposition et non force d'opposition, la posture obéit à cette préoccupation. Elle est de plus en plus difficile à tenir. Les phrases radicales masquent une politique de plus en plus intégrée au système car incapable de rompre avec la majorité gouvernementale sociale-libérale. Là est bien la question clé que la direction du PC ne veut et ne peut trancher. La décision est prise, quant au fond, par l'appareil, les 8 800 éluEs municipaux, les 28

maires de communes de plus de 30 000 habitantEs, et les 50 maires de villes de 10 000 à 29 999 habitantEs. Tous, ou presque, élus grâce au PS!

«Notre positionnement est très, très clair» insiste Pierre Laurent. «Le cap actuel de la politique gouvernementale ne nous convient pas. Nous n'acceptons pas la perspective de l'échec d'une politique de gauche.»

Proposer ou préparer l'affrontement ?

«Il ne faut pas négliger les premiers signes de remobilisation. Les salariés qui ont voté dans leur immense majorité pour le changement ont voulu vérifier quelle direction prenait le gouvernement. Faute d'être écoutés, beaucoup retrouvent le chemin de l'action. La mobilisation convergente de salariés licenciés, celle des fonctionnaires, celle du monde éducatif, qui se conjuguent à celles pour le mariage pour tous ou pour le droit de vote des résidents étrangers, montrent que la pression populaire pour le changement se manifeste à nouveau. Nous voulons favoriser ce mouvement, lui ouvrir des perspectives. Nous allons redéposer à l'Assemblée nationale notre proposition de loi d'interdiction des licenciements boursiers. Nous allons mener le combat pour changer le projet de loi dit de «sécurisation de l'emploi» car il n'est pas question pour nous de l'adopter. La campagne du Front de gauche pour l'alternative à l'austérité tombe à pic et revêt une double ambition : proposer et rassembler.» Pierre Laurent oublie volontairement qu'il faudra imposer les changements nécessaires. Comment? Certainement pas en commençant à discuter des municipales en tête à tête avec le PS, comme cela vient d'être décidé, mais en participant à la construction d'une véritable opposition de gauche à ce gouvernement. Une opposition pour rassembler les travailleurs, la jeunesse afin d'imposer les mesures indispensables pour enrayer la crise et ses ravages.

«Ceux qui espèrent nous ramener dans le giron des politiques d'austérité se trompent. Ceux qui pensent nous entraîner dans une politique de division à gauche aussi... À ne pas choisir, la direction et l'appareil du PC conduisent leur parti droit dans le mur, comme ils l'ont fait à chaque fois que le PS a été au pouvoir.

Yvan Lemaître

ÉGALITÉ DES DROITS
Ça ne fait que commencer!

Le débat sur le mariage s'est terminé ce week-end à l'assemblée. Le PS n'a pas manqué de s'auto-congratuler malgré toutes les limites de cette loi et Philippe Martin, vice-président du groupe socialiste, a été jusqu'à saluer le «courage» de l'UMP dans le déroulement des débats... alors même que ces derniers mois, les intégristes religieux, la droite et l'extrême droite réactionnaire ont fait de l'homophobie leur cheval de bataille.

Ceux-ci s'appuient sur tous les préjugés, n'ayant aucun scrupule par ailleurs à réactiver les vieilles recettes racistes, parlant d'une possible «vague d'immigration d'homosexuelLES». Face à cette déferlante de haine, le gouvernement tergiverse et ne vote finalement qu'une loi à minima. Alors que la PMA (procréation médicalement assistée) pour les lesbiennes est une des revendications principales du mouvement LGBT, le gouvernement et les députés socialistes ont préféré repousser à plus tard ce vote, se contredisant dans les dates et la soumettant au Comité d'éthique. Et pour maintenir les inégalités, une circulaire gouvernementale menace de sanctionner les gynécologues

qui orienteraient leurs patientes vers des établissements étrangers. Les habits de «gauche» que le PS espérait endosser à cette occasion à bon compte avec une loi qui n'affecte pas le budget, ne résiste pas à l'examen des faits : il a, là aussi, reculé devant la droite.

Contre les discriminations...

Nous réclavons l'égalité des droits totale, sans restriction. Cela passe évidemment par la PMA et il faut rester mobilisés et vigilants afin que ce point ne soit pas reporté à jamais. Mais cela suppose aussi l'arrêt de l'ensemble des discriminations que subissent et continueront à subir, une fois le mariage autorisé, les personnes LGBT.

Ainsi, les dons de sang et d'organe sont toujours interdits aux homosexuelLES. Les personnes trans sont soumises par l'État à des humiliations et des interdictions qui doivent être impérativement levées (changement d'identité facilité, dépathologisation, prise en charge par la sécurité de l'ensemble de la transition...). Et comme les oppressions ne sont pas indépendantes les unes des autres, il faut rappeler l'oppression spécifique que subissent les femmes. Ainsi, les couples de lesbiennes, en tant que femmes, subissent plus souvent les temps partiels imposés et les bas salaires. Elles ont donc souvent un niveau de vie inférieur aux couples hétéros. Ce n'est donc qu'à la condition d'une lutte



Manifestation pour l'égalité des droits du 27 janvier à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

d'ensemble pour l'égalité des droits et contre le capitalisme et le patriarcat que peut s'entrevoir un horizon réellement d'égalité.

... continuer la mobilisation!

Nous voulons et devons obtenir plus que cette loi à minima, plus que «le droit de pouvoir ne pas se marier»... Il est nécessaire pour cela que l'ensemble des forces progressistes, des associations et

des partis politiques qui se sont mobilisés pour l'égalité des droits continuent après le vote de la loi.

Ce mouvement a été l'un des premiers de masse du quinquennat Hollande. Il doit se poursuivre et se renforcer afin de faire valoir l'exigence d'égalité. Les socialistes et leurs alliés ne concéderont rien qui n'aura été l'objet d'une réelle mobilisation offensive.

Yannick Vincent

ÉGYPTE **Fin de cycle ?**

Environ 10 000 manifestants dans les rues du Caire, des affrontements devant le palais présidentiel bien moins importants que les deux semaines précédentes : la mobilisation du 11 février, devant célébrer la chute deux ans plus tôt de Moubarak et pousser Morsi au même sort, semble marquer la fin de la séquence ouverte le 25 janvier.

Deux semaines de manifestations, d'affrontements et de répression (mais sans presque aucun mouvement de grève) qui n'auront pas suffi à débloquer une situation politique, marquée certes par la défiance d'une majorité de la population vis-à-vis de Morsi et des Frères musulmans, mais aussi par l'incapacité de l'opposition, et en premier lieu du Front de salut national, à se doter d'une stratégie claire face au nouveau pouvoir. L'absence remarquable de ses principales figures, comme le nassérien de gauche Hamdeen Sabbahi et le libéral El-Baradei dans les manifestations, va de pair avec une défiance grandissante vis-à-vis des partis politiques, symbolisée par cette frange radicalisée de la jeunesse (comme les désormais fameux Black Blocks) qui ne semble plus chercher que l'affrontement avec la police et les symboles de l'État.

Continuité de la répression

Outre la crise économique, la haine d'une police réputée pour sa brutalité avait été le moteur de la révolution de 2011. L'image de Hamada Saber, cet homme de 50 ans dénudé et battu par des policiers lors des affrontements autour du palais présidentiel le 1^{er} février dernier, a fait le tour des télévisions et choqué le pays. Elle symbolise à elle seule l'absence de changement au sein d'une institution habituée durant des décennies à agir en toute impunité. Morsi, qui sait faire appel à elle face à la contestation, tient à ménager une hiérarchie policière qui a déjà du mal à accepter de travailler pour un pouvoir politique tenu par ceux – les Frères musulmans – qu'elle avait été entraînée à pourchasser pendant des décennies. Il est peu probable que les responsables de la mort de 60 manifestants et de plus d'un millier de blessés depuis ce 25 janvier soient inquiétés... exactement comme sous l'ancien régime, plaçant cette question au cœur des revendications du mouvement révolutionnaire.

Ainsi, à Alexandrie, la décision prise par un juge de transférer à un autre tribunal le dossier d'accusations de six policiers ayant assassiné des manifestants en 2011 a provoqué la colère des familles de martyrs qui ont, avec des militants politiques, mis à sac ce même tribunal le 20 janvier. Suite à cet événement, 21 militants, dont 4 membres d'un groupe libertaire



ROMAIN HINGANT

et 1 membre des Socialistes révolutionnaires ont été arrêtés et détenus pendant plus de deux semaines, avant d'être libérés sous caution le 7 février. Accusés notamment de destruction de biens publics, ils risquent plusieurs années de prison.

Viols et harcèlement sexuel : la riposte s'organise

Autre question au cœur du mouvement : celle des crimes commis contre des femmes jusque dans les manifestations. Pour la seule journée du 25 janvier, ce sont plus de vingt cas d'agressions sexuelles et de viols, dont un avec mutilation, qui ont été recensés sur ou aux abords de la place Tahrir. Reflets d'une société marquée par un sexisme prégnant et un harcèlement quotidien subi par les femmes, ces cas – dont certains pourraient être organisés par des éléments proches du pouvoir cherchant à entretenir la peur – ont soulevé l'indignation au sein du mouvement et ont conduit à la naissance de groupes comme les Tahrir Bodyguard ou Op Anti-sexual Harrassment/Assault.

Mixtes, ils ont pour vocation de répertorier via une

cellule de veille et la mise en place de numéros d'urgence, et d'intervenir, y compris de façon armée¹, en cas d'agression, en patrouillant sur la place Tahrir ou en mettant en place des cordons pour protéger les manifestantes. En organisant aussi des manifestations spécifiques, comme celle du 6 février qui a réuni plusieurs milliers de personnes au Caire, avant une journée de solidarité internationale prévue le mardi 12 février.

Du côté du pouvoir, la réaction à ces cas d'agressions et de crimes a été sans équivoque : la commission pour les droits de l'homme de l'Assemblée égyptienne, dominée par les Frères musulmans et les salafistes, a rejeté la revendication d'une loi condamnant plus sévèrement les agressions sexuelles, et rendu responsables les femmes qui « se mettent elle-mêmes en danger en se mêlant à des groupes d'hommes (dans les manifestations) », manière de légitimer ces actes...

Sur cet aspect également, la lutte sera encore longue. **Du Caire, Romain Hingant**

1. Comme on peut le voir sur cette vidéo :

www.youtube.com/watch?v=KZyo74ESr2S&feature=share

GRÈCE

Nouveaux coups contre le droit de grève

Et de deux ! La troïka intérieure récidive, en ayant cette semaine décrété une nouvelle réquisition, cette fois contre les marins en grève, dont la direction syndicale est sur les positions du KKE (PC grec).

Une nouvelle fois, malgré un gros rassemblement au Pirée, les mobilisations de solidarité n'ont pas suffi, et la réponse syndicale confédérale a été absolument en dessous du minimum nécessaire. Par contre, pour tous ceux qui en douteraient, la violence des attaques du gouvernement, sur fond d'incantations des nazis de Chryssi Avgi, prouve que la grande peur de la bourgeoisie reste plus que jamais la grève, avec des possibilités d'extension qui restent très fortes.

Autre mobilisation : l'imposition de la fin des conventions collectives a déclenché la grève des journalistes du secteur public. Et comme s'il était besoin de prouver son absence de respect du pluralisme, la direction de l'organisme ERT a chassé deux journalistes très populaires qui assuraient le matin le succès de la chaîne publique NET, grâce à leur présentation ouverte et critique. Il faut dire que l'un des deux, Kostas Arvanitis, a ouvert le concert antiraciste qui suivait la mobilisation antinazie du 19 janvier.

Si on pense avec raison que la Grèce est un laboratoire pour la bourgeoisie européenne, il est urgent que le mouvement ouvrier européen se mobilise en solidarité avec les luttes anti-austérité en Grèce : il en va des droits démocratiques élémentaires.

A. Sartzekis



ÉTAT ESPAGNOL **Nouvelle brèche dans un régime usé**

Les infos sur des politiciens corrompus envahissent la vie quotidienne de l'État espagnol, en même temps que les effets dévastateurs des politiques néolibérales augmentent le chômage, la dette, la pression à la baisse sur les salaires, l'émigration des jeunes...

Les révélations médiatiques se multiplient après la découverte de comptes suisses millionnaires appartenant à l'ex-trésorier du PP (droite), Luis Bárcenas, accusé de délits contre le fisc et de subornation. Bárcenas avait déjà été au centre de plusieurs scandales de corruption liés à de hauts dirigeants du PP. Ont été aussi dévoilés des salaires additionnels non déclarés au fisc par des dirigeants de ce parti, dont l'actuel Président du gouvernement Mariano Rajoy. L'indignation est grande. Mais, plus encore, la réduction des services publics s'est accompagné de privilèges accordés à des entreprises privées liées à des hommes du PP qui profitent des privatisations. Il en est de même dans des zones dirigées par le PSOE, où des entreprises liées à des personnalités de ce parti gèrent la sous-traitance de services octroyés par l'administration publique. En plus, les énormes sommes versées aux banques pour les sauver se sont combinées avec les exonérations fiscales pour les hauts revenus. La corruption est

un élément de ce puzzle de privilèges, où fusionnent des fractions de la bourgeoisie financière et industrielle avec la caste politique.

Un système parasitaire

L'accumulation par dépossession, alimentée par l'expropriation constante des classes laborieuses telle qu'évoquée par David Harvey, montrent quelques traits particuliers dans l'État espagnol. Entre autres, celle d'un modèle urbain spéculateur et prédateur de l'environnement. Ce modèle a encensé l'enrichissement individuel et la vente du patrimoine naturel et a constitué une source d'enrichissement pour des mairies et des réseaux de l'immobilier, de promoteurs, de banques et partis politiques. Cet « enrichissez-vous » a entraîné une corruption politique légalisée.

Il ne suffit donc pas de dénoncer l'immoralité de quelques dirigeants politiques ni de demander leur démission et de nouvelles élections. Il faut dénoncer toute la logique parasitaire des politiques néolibérales et

leur matrice culturelle, le pillage de ce qui est public pour le profit privé. Il faut dire aussi que, autant en ce qui concerne la corruption institutionnelle que la gestion de la dette, les licenciements ou les services publics, la question est « qui décide ? ». Il faut une gauche qui mette au centre la question de la rupture.

Renverser le consensus institutionnel

Face à l'offensive néolibérale, le sentiment défensif du monde du travail est très fort et le développement de la conscience politique est très limité. Cela profite à la gauche réformatrice (Izquierda Unida) et des courants populistes, comme UpyD (coalition autour du PCE, un des artisans du régime de 1978) qui participent maintenant à de nombreux gouvernements municipaux et autonomistes (en Catalogne et maintenant en Andalousie) en alliance avec le PSOE, où ils appliquent des politiques d'austérité.

Mais le bipartisme du PSOE-PP, artisan de l'architecture économique de la



DR

bulle spéculative, s'use. Les consensus institutionnels se fissurent, ainsi que la légitimité de toutes les institutions issues de la réforme du système franquiste et de la Constitution de 1978, de la magistrature à la Couronne. Cette crise s'accélère avec la question nationale en Euskadi et en Catalogne, où les attaques contre les services publics accélèrent les tensions

dans le modèle territorial.

Il s'agit de partir des luttes pour tisser des alliances avec des secteurs capables de développer une alternative politique mettant en avant le renversement de toute l'architecture institutionnelle au service de l'oligarchie politique et économique.

Jesús Rodríguez (Izquierda Anticapitalista)

ENTREPRISES PRIVÉES

Une vraie pression antisyndicale

Avec moins de 10% d'adhérentEs, le syndicalisme français est systématiquement dénoncé comme non représentatif de la majorité des salariéEs. Sociologues et commentateurs se penchent régulièrement sur le sujet pour annoncer la fin de ce pan essentiel du mouvement ouvrier.

Les raisons invoquées se retrouvent avec des hiérarchisations différentes suivant leurs auteurEs. La crise et le chômage, la restructuration de l'appareil productif, la bureaucratisation et en prime l'individualisme issu de Mai 68 sont toujours au programme. Mais la répression de l'action syndicale et plus généralement de l'action militante, voire de la résistance aux attaques patronales, ne sont pratiquement jamais évoquées. Même les enquêtes d'opinion des salariéEs sur les discriminations à l'entreprise ne mettent pas en évidence au niveau réel le phénomène. Pourtant les enquêtes qui posent précisément la question de la syndicalisation sont claires : près de 40% des salariéEs affirment que leur refus de se syndiquer est motivé d'abord par la crainte des représailles.

Représailles

L'arsenal est large depuis les « conseils » lors de l'embauche de ne pas écouter et même de ne pas se lier aux syndicalistes, blocage de carrière, discriminations de tous ordres, chantage, avant de franchir le pas de la répression directe. Le plus

significatif est le licenciement des salariéEs dits protégéEs. Près de 15000 demandes sont faites chaque année avec un taux d'autorisation par l'administration de près de 90%. Le motif économique aux alentours de 80% ne saurait masquer son aspect répressif quand on sait que la CGT fournit la moitié du contingent de syndiquéEs, même si les non-syndiquéEs représentent la majorité des sanctionnés.

Si les stratégies patronales sont bien rodées, les réponses syndicales sont affaiblies par le non-dit évoqué plus haut, un certain fatalisme et l'inégalité de traitement. Ce sont les plus militanteEs qui sont sanctionnéEs, quelle que soit l'appartenance syndicale, et les ripostes sont de ce fait souvent difficiles à construire.

La tendance est à la criminalisation de l'action syndicale : les Conti condamnés pour violence et Xavier Mathieu pour refus de prélèvement ADN, les militantEs de PSA Aulnay pour dégradations et menaces n'en sont malheureusement que les plus visibles. Et Valls inaugure une nouvelle menace : la dénonciation préventive pour les Goodyear. Provocateur ?

LA POSTE

Une entreprise en pointe...

80 000 suppressions d'emplois de 2002 à 2012. Et la direction de La Poste ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Mais pour parvenir à transformer la poste en entreprise pleinement rentable, supprimer des emplois ne suffit pas : il faut être prêt à mater les résistances, et c'est ce que la direction de La Poste s'est employée à faire depuis une petite dizaine d'années.

Le tournant de la grève de Bègles : l'intervention du GIPN

En mai 2005, les postiers du centre de tri de Bègles-Bordeaux se mettent en grève contre la fermeture de leur centre. Dans une lutte où 450 emplois sont en jeu, ils séquestrent des cadres... et le GIPN intervient pour briser la grève. 14 postiers sont à la fois lourdement sanctionnés au niveau disciplinaire (un licenciement, des suspensions de fonctions de 2 ans, des mutations d'office...) et poursuivis en justice : les procédures dureront jusqu'en 2010, et se solderont pour 8 d'entre eux par de la prison avec sursis.

Ce type d'intervention, assez rares à cette époque, signalait une volonté claire de la direction Bailly : être prêt à employer tous les moyens pour écraser des équipes militantes combattives dans un secteur où la tradition syndicale est relativement forte.

La tentative d'annihiler toute forme de syndicalisme de lutte de classes

Sans atteindre la violence de la répression des postiers de Bègles, la logique répressive s'est néanmoins généralisée et aggravée. Elle touche désormais à des degrés différents tous les métiers de La Poste (distribution, tri, colis...) et toutes les régions. Les cas de licenciement de représentants syndicaux, comme récemment dans l'Isère ou dans les Yvelines, se multiplient. Dans certains départements comme le 66, la direction

interdit aux syndicalistes les visites de centres. Par-delà les différentes situations locales, le trait commun dans la politique des différentes directions est de criminaliser les formes de résistance qui servent à regrouper les postiers, des formes de résistance tolérées pendant des décennies comme les prises de parole auprès des facteurs ou des agents de tri (assimilées à des « AG sauvages perturbant le service » par la direction).

Un cas emblématique : les postiers du 92

Ce qui fait la spécificité du 92, c'est l'existence d'une équipe militante qui a systématiquement cherché à mener des conflits qui regroupent plusieurs bureaux voire plusieurs métiers, des grèves auto-organisées à l'image de la grève départementale de 2009 où les AG étaient quotidiennes et préparées par un comité de grève élu par les grévistes. La quasi-totalité des représentants départementaux de SUD Poste 92 ont été visés par des procédures disciplinaires. Deux d'entre eux ont écopé de longues mises à pied (un an et deux ans), et Gaël Quirante est aujourd'hui toujours menacé de licenciement. Comme à Bègles, les poursuites disciplinaires sont doublées de procédures pénales : 15 postiers dont Olivier Besancenot sont toujours accusés de séquestration pour une simple grève avec occupation. Un rassemblement pour le délibéré de leur procès en appel a lieu le 28 février à 13 heures devant la cour d'appel de Versailles (5 rue Carnot).

À BAS LA RÉP MOUVEMENT

Dossier coordonné par Robert Pelletier et Alain Pojolat

Depuis quelques jours, une inquiétude enfle dans les milieux patronaux et gouvernementaux : face à la vague de fermetures d'entreprises et à la dégradation des conditions de vie de la majorité de la population, ne risque-t-on pas d'assister à des actes de violence ? Les journalistes interrogent les dirigeants syndicaux, les pressent de dénoncer toute action à venir. Dans le même mouvement, malgré les propos qui se veulent rassurants sur une prochaine sortie de crise, tout le monde se rend bien compte que les tensions vont augmenter : gel des pensions de retraite, accord interprofessionnel qui sape les bases du code du travail, chômage massif...

L'accent mis sur les risques de violence renverse les perspectives, en mettant de côté les violences patronale et gouvernementale, pour se concentrer sur la violence des licenciés, des expulsés, des dominés. Cela revient, sous prétexte de maintien de l'ordre public, à justifier le déploiement d'un arsenal répressif qui envahit notre quotidien. Ainsi, le cas des opposantEs de Notre-Dame-des-Landes ou de ces quatre militantEs ouvriers d'Aulnay convoqués pour un entretien préalable à licenciement, aussi interrogés par la sûreté territoriale... Les conflits du travail, les résistances les plus importantes, sont ainsi assimilés de plus en plus à des troubles à l'ordre public.

Mais cet ordre public, cette légalité républicaine que défend Manuel Valls, ne sont que les paravents d'une vaste offensive d'exploitation et de dépossession des classes populaires. Peu à peu, la police remplace la politique : les débats et disputes n'ont plus le droit de cité, puisque plus rien ne doit venir troubler le cycle de valorisation du capital. Parmi les promesses de la campagne électorale ne figurait pas de projet de loi d'amnistie. Une occasion de compenser (un peu) les promesses non tenues ?

EDF-GDF

L'énergie pour réprim

Longtemps le secteur public fut considéré comme un ensemble d'entreprises et d'activités où le syndical avait droit de cité sans problèmes. L'existence d'organisations syndicales puissantes, – dont le mouvement de 1995 reste le meilleur exemple – et d'avantages sociaux significatifs

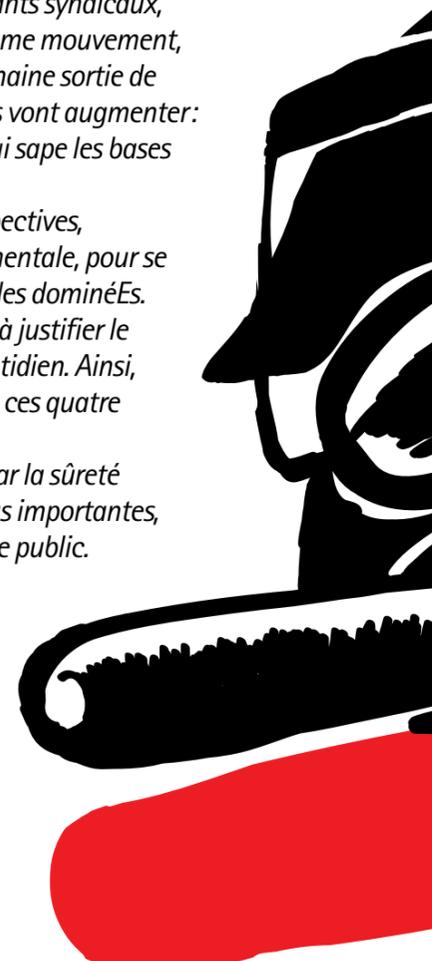
Mais avec l'enclenchement des processus de privatisation, les règles des rapports sociaux ont profondément changé. Ceci est particulièrement significatif à EDF-GDF. D'autant plus que la privatisation d'EDF-GDF fut engagée avec le consentement tacite de la première organisation syndicale, la CGT, à partir de l'acceptation de la modification du régime des retraites particulier à la branche.

Le tournant de 2009

C'est avec les mobilisations du printemps 2009 que la politique répressive d'EDF s'est accélérée. Cette mobilisation portait sur l'augmentation des inégalités salariales, sur l'emploi, la sous-traitance et plus généralement l'évolution des conditions de travail et du service public de l'énergie. Peu soutenue par les directions syndicales, la mobilisation remporta peu de succès.

Fort de ce rapport de forces la direction s'engage dans

une violente vague répressive. Des centaines de blâmes et d'avertissements furent distribués largement par des conseils de discipline, véritables tribunaux d'exception. Plusieurs militantEs furent licenciés sous des prétextes toujours plus inexistantes. Cet acharnement conduira des militantEs à une longue grève de la faim pour protester contre le licenciement d'un de leur collègue à Paris. 2010, année des mobilisations contre la réforme des retraites a vu se poursuivre les tentatives de licenciements, notamment à GDF. Mais EDF ne lâche rien non plus : 8 militantEs du syndicat CGT Énergie Paris sont mis en examen parce qu'ils avaient, en février 2008, avec 200 agents, refusé le licenciement de Nacima, mère-célibataire d'un enfant de 4 ans, salariée handicapée, et témoin d'un accident de travail que la direction voulait dissimuler (cf. *Tout est à nous!* n°179). Une criminalisation de l'action syndicale qui vise à décourager les ripostes contre la politique de la direction.



PRESSION DES TS SOCIAUX!

NOTRE-DAMES-DES-LANDES

Le PS chausse les mêmes bottes que la droite

Contre les opposantEs à l'Ayraultport, le gouvernement actuel mène la même politique de stigmatisation médiatique, de criminalisation judiciaire et de répression policière du mouvement social que sous Sarkozy.



Une politique qui consiste à rejeter toute opposition dans l'illégalité et dont l'objectif est de susciter un sentiment de peur chez le plus grand nombre. Ce qu'en son temps le ministre de l'Intérieur Pasqua appelait en 1986 «terroriser les terroristes», inaugurant ainsi le renouveau répressif de la politique d'État. Une politique de répression spectaculaire a été entamée en juillet 2011, sous Sarkozy : les CRS évacuent violemment les manifestants du hall de l'aéroport, blessant grièvement une jeune femme. Ce sera le début d'une large campagne médiatique de stigmatisation des opposantEs.

«C'est qui les casseurs?»

La fabrique médiatique du danger utilise tous les registres pour qualifier les occupantEs de la Zad : politiques (« casseurs », « ultras », « anarchistes ») mais aussi sociaux (« jeunes ») et xénophobes (« étrangers »). On recycle les stéréotypes et vieilles recettes utilisés pour stigmatiser la population des cités. C'est ainsi que le « passer la banlieue au karscher » du ministre de l'Intérieur Sarkozy en 2005, dénoncé à l'époque par la gauche, est devenu en 2011 dans la bouche d'Auxiette, président PS de la Région, « karchiser les opposants les plus radicaux ». La première pierre de la politique de répression-spectacle était posée : le pou-

voir cherche à diviser les opposantEs entre les zadistes radicaux et les autres, plus proches du monde institutionnel.

Tout est bon désormais pour mettre en scène la supposée violence du mouvement et légitimer la répression, ainsi que les millions d'euros qui seront engloutis pour cela. Les médias se chargeant de faire le reste. L'opération « César » sera le point d'orgue de cette politique de répression féroce et spectaculaire. L'évacuation militaire et policière par des centaines de CRS et gardes mobiles des occupants de la Zad de Notre-Dame-des-Landes, au petit matin du mardi 16 octobre, est d'une ampleur sans précédent. L'État n'a pas hésité à employer les grands moyens en déployant 1 200 CRS et gendarmes sur la zone. La répression est massive et violente. L'objectif est de frapper fort à la fois physiquement et psychologiquement. Les forces de l'ordre n'hésitent pas à fouler au pied le moindre protocole, envoyant en tirs tendus grenades assourdissantes et flashball, démontrant une fois de plus que l'État bourgeois se moque bien de la légalité quand il s'agit de servir ses intérêts ou ceux des patrons comme Vinci. Le 24 novembre, un pic de violence est franchi avec une centaine de blessés, dont une trentaine gravement.

Répression discrète mais réelle

Mais politiquement, la répression-spectacle est un échec. Parce qu'elle a renforcé les liens entre opposantEs, elle a amplifié le mouvement et amené le gouvernement à changer de stratégie. Il applique désormais une répression plus discrète et plus insidieuse. À côté des opérations de communication, comme la fameuse commission de dialogue,

il continue de maintenir une forte présence policière sur la Zad dans une stratégie d'usure. Tous les moyens sont bons : contrôles de police incessants, fouilles de véhicules sous les prétextes les plus fallacieux, courses-poursuites, provocations, lacération des tentes et bâches, saccage des cabanes et chicanes, interpellations ciblées, infiltration et provocation des policiers de la BAC. On condamne à tour de bras. Le pouvoir cherche à casser des militantEs individuellement, sur le terrain judiciaire, avec à la clé arrestations, perquisitions, saisies, interdictions de séjours, prison ferme, mises en examen sous les prétextes les plus futiles.

Face aux provocations policières, à la désinformation médiatique, nous devons mettre au grand jour ce qui se passe, étendre les solidarités et continuer de populariser ce mouvement. Chaque mouvement est un laboratoire de la répression pour le gouvernement, chaque résistance est un exemple pour l'ensemble du mouvement social.



PHOTOHÉQUE ROUGE / ROMAIN HINGANT

À LIRE *La domination policière : une violence industrielle*

De Matthieu Rigouste, La Fabrique éditions, 2012, 15 euros

Dans les dernières décennies c'est tout un système de domination, de contrôle et de répression qui s'est adapté, renforcé et affiné pour assurer la reproduction de l'ordre dominant. Pour le militant et chercheur Matthieu Rigouste, c'est au travers de la nécessité d'assujettir une nouvelle fraction surexploitée du prolétariat, immigration issue des colonies puis générations suivantes devenues des « damnés de l'intérieur », que se sont développées les nouvelles formes de la domination policière.

De la BAN à la BAC

Tout le processus d'évolution de la domination policière est nourri par une filiation coloniale. Les BAC (Brigade anticriminalité) sont le dernier avatar d'un type d'unités policières dont l'ancêtre fut la BAN (Brigade Nord-africaine) dans les années 1930 créée pour quadriller les « quartiers musulmans » de Paris. Dissoute à la Libération, elle est remplacée par les BAV (Brigade des agressions et violences) qui vont se concentrer sur les travailleurs arabes au moment où les besoins de secteurs comme le bâtiment et l'automobile entraînent un afflux de travailleurs immigrés et la constitution de bidonvilles. Outre leur violence intrinsèque, les principales caractéristiques des BAC sont la recherche du chiffre et la proactivité qui en est la condition. Provoquer le délit, c'est favoriser le nombre d'arrestations...

Des bidonvilles aux cités

Les « enclaves endocoloniales » sont le produit d'une ségrégation urbaine concentrant une population pauvre et largement non blanche dans des quartiers, bidonvilles d'hier et cités et banlieues d'aujourd'hui. C'est dans le contrôle de ces territoires que sont expérimentées les nouvelles formes de la domination policière. Le perfectionnement des méthodes de surveillance (aussi bien au niveau du matériel que par l'infiltration), l'articulation entre présence visible (utilisation des CRS et des brigades de la Gendarmerie) et police de choc (généralisation des BAC) apparentent les nouvelles formes de la domination policière des quartiers populaires à l'occupation néocoloniale.

Militarisation

La répression des révoltes des quartiers de ces dernières années, notamment celles de 2005 et de 2007 à Villiers-le-Bel sont l'illustration de ce qui se met en place : combinaison d'un discours médiatique légitimant la violence policière et militarisation de celle-ci. État d'urgence et couvre-feu, utilisation d'hélicoptères et de drones, développement d'armes et de véhicules de plus en plus sophistiqués, la logique est celle de la pacification militaire. Le livre montre comment ces méthodes sont reproduites dans la répression des mouvements sociaux

du sommet anti-Otan de Strasbourg en 2009 au mouvement contre la réforme des retraites de 2010, en passant par la grève du LKP en Guadeloupe, la répression des sans-papiers ou à de multiples cas plus localisés de luttes sociales.

Résistances

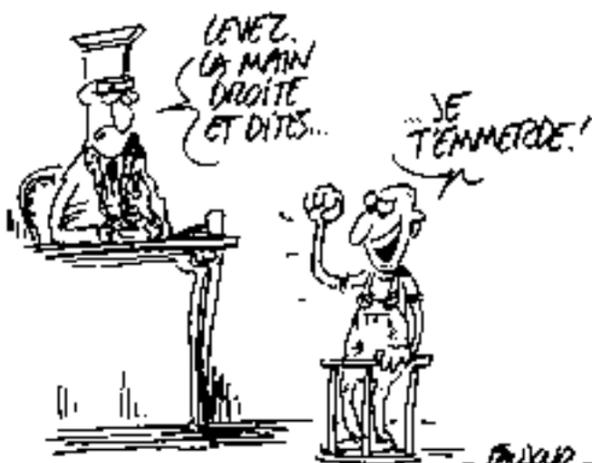
Un des paradoxes soulevé dans le livre est que cette police censée « maintenir l'ordre » provoque le désordre. Ainsi que des résistances. « La BAC propulse une forme de gouvernement qui peine chaque jour à soumettre sans contraindre [...] La BAC consacre la course folle d'un État aux abois. » Le vaincre passera par la conjugaison des révoltes des quartiers contre la violence policière avec les révoltes sociales et politiques.

Repères

1. Revue Agone n°50, « 2013 : réprimer et domestiquer, stratégies patronales »
2. Ouvrage collectif « Répression et discrimination syndicales », Syllepse 2011
3. Contact Observatoire de la répression Copernic : observatoire-repression@fondation-copernic.org

mer!

la contestation, le militantisme de mobilisations importantes, allaient dans le même sens...



Bourse du travail de Châteauroux (Indre): le gouvernement doit agir

L'affaire de l'éventuelle expulsion des syndicats de leurs locaux suite à la demande du sénateur-maire UMP (tendance FN...) Jean-François Mayet (cf. Tout est à nous! n°176), semble bien oubliée du pouvoir en place...

Pourtant, afin d'empêcher cette expulsion et la coupure de l'électricité, les syndicalistes, notamment CGT, se relaient à la Maison des syndicats Louise-Michel. Ils entament leur troisième semaine d'occupation des locaux, avec une détermination inébranlable et une solidarité sans faille. André Laignel, maire PS d'Issoudun et vice-président des Maires de France, s'est bien déplacé et a affirmé qu'il était «convaincu que le préfet ne fera pas appel à la force publique». Soit. Le ministre «local», Michel Sapin, chargé du Travail et de la cohésion sociale a saisi l'Igas (Inspection générale des affaires sociales) sur cette affaire. Soit.

Pas de retour à la normale pour les syndicats ?

Mais lorsque l'on sait que l'Igas met entre un et quatre mois pour délivrer un rapport et qu'il faudra ensuite sûrement le même temps pour clarifier la situation et entériner la mise à disposition gratuite de locaux aux organisations syndicales sans que celles-ci n'aient de charges à payer, il est légitime de demander au gouvernement, à Michel Sapin et au préfet, ce qu'ils attendent pour assurer par écrit aux syndicats qu'aucune intervention des forces de l'ordre n'aura lieu, que l'usage de l'eau sera rétabli sans délai, et que l'électricité ne va pas être coupée. Car il est inadmissible d'empêcher les syndicats de travailler normalement, tout cela pour le seul bon vouloir d'un sénateur-maire dont la haine des syndicats n'est plus que l'un des seuls ressorts de gestion municipale. Et cela, sous un gouvernement se réclamant de gauche... Michel Sapin doit faire preuve de courage politique et agir rapidement en apportant toute assurance aux syndicats pour qu'ils puissent assumer leurs fonctions tranquillement.

Le NPA 36

L'arbre qui cache la forêt de l'austérité

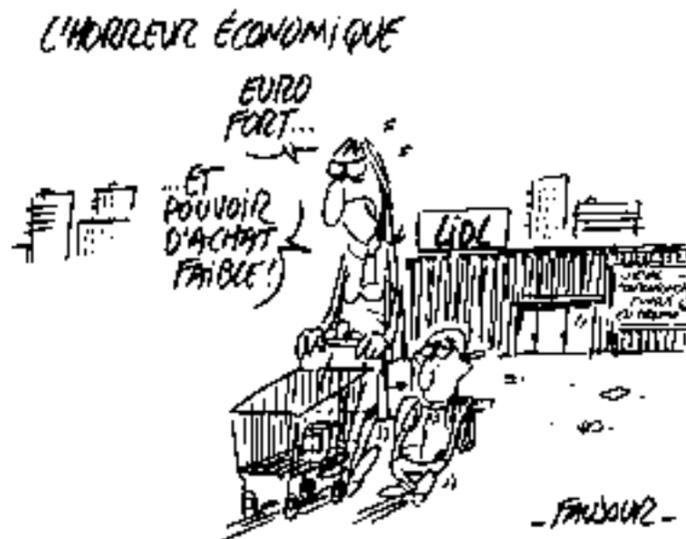
COURS DE L'EURO

Début février, l'euro s'est établi à son niveau le plus élevé depuis 14 mois à 1,37 euro pour 1 dollar. En juillet dernier, il était à 1,21. Le monde vit en régime de changes flottants, cela veut dire que le cours des grandes monnaies (en dehors de la monnaie chinoise) fluctue au gré des humeurs des banques et des spéculateurs...

De 1945 à 1971 a existé un régime de changes fixes où les cours des monnaies étaient définies les unes par rapport aux autres et par rapport à l'or. Ce système a été emporté par la crise monétaire et économique des années 70. Le cours des monnaies varie en fonction de données économiques (comme le commerce extérieur), du niveau des taux d'intérêt (qui rend intéressant les placements dans une devise plutôt qu'une autre) et des spéculations des marchés. Avec leur libéralisation, la spéculation sur les monnaies s'est développée de façon exponentielle. Aujourd'hui le montant des transactions internationales sur les monnaies est bien supérieur aux montants nécessaires au commerce international.

L'anarchie monétaire

Pourquoi l'euro monte-t-il par rapport au dollar? Parce que la politique menée en Europe rassure les financiers. Ils changent donc leurs dollars contre des euros. Le taux de base de la Banque fédérale américaine est de 0,25%, celui de la Banque centrale européenne de 0,75% malgré la récession de l'économie. Il est donc plus rentable de placer ses liquidités en euros qu'en dollars. Les politiques d'austérité plaisent aussi aux financiers, de même que la garantie illimitée accordée aux banques européennes par la BCE et les États européens. Ceci dit, tout cela est instable et l'euro pourrait baisser dans un mois, par exemple en cas de grave crise bancaire en Italie.



Ces fluctuations anarchiques des monnaies pèsent sur les entreprises. Si l'euro monte par rapport au dollar, cela fait monter le prix des exportations françaises. Et les salariés paient les pots cassés: les patrons leur expliquent que leurs salaires sont trop hauts, leur productivité trop faible, etc. Alors que c'est l'anarchie capitaliste qui est en cause. De plus, particularité européenne, la BCE a comme seul mandat la stabilité des prix, alors que d'autres pays n'hésitent pas à agir sur le cours de leur monnaie. Enfin, les différents pays européens ressentent

différemment la hausse de l'euro: l'Allemagne vend des produits plus «haut de gamme» que la France, ses

exportations s'accommodent donc d'un euro plus haut. Face à cette situation, Marine Le Pen a ressorti son couplet nationaliste contre l'euro, responsable de tous les maux de l'économie française. En réalité, la question n'est pas celle de l'euro: une France avec sa propre monnaie, des politiques d'austérité et la liberté des mouvements de capitaux connaîtrait les mêmes problèmes.

Baisser d'un tiers les salaires!

Ce qu'il faut, euro ou pas, c'est mettre en œuvre une politique qui en finisse avec la liberté des spéculateurs et rompe avec la logique mortifère du capitalisme en crise. Autrement, celle-ci s'approfondira: le 25 janvier, l'économiste en chef de Goldman Sachs déclarait qu'il faudrait en France une baisse générale des salaires «d'environ un tiers»! Les décisions du dernier sommet européen du 8 février participent de cette fuite en avant des gouvernements qui accentue la crise.

Henri Wilno

PROCÈS TASER L'espionnage enfin condamné

Le 31 janvier dernier, l'ex-patron de Taser, Antoine Di Zazzo, a été condamné à 15 mois de prison avec sursis et 10000 euros d'amende pour avoir fait espionner Olivier Besancenot et sa compagne et a décidé de faire appel. Ses complices ont des peines de deux mois à un an de prison avec sursis, en fonction de leur degré de responsabilité dans cette affaire.

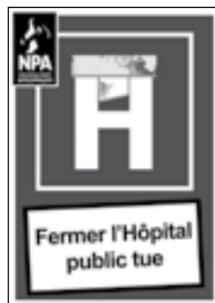
Pas de ferme, donc, mais des peines de sursis plus longues que celles initialement requises par la procureure, et qui sonnent comme un désaveu pour ceux qui, à l'exception d'un ou deux fonctionnaires, n'ont cessé de clamer leur innocence, tout en renvoyant la responsabilité des faits sur leurs co-accusés. Rappelons qu'Antoine Di Zazzo est accusé d'avoir fait appel à des officines de détectives privés pour surveiller la famille d'Olivier Besancenot, alors que celui-ci avait émis de sérieuses critiques quant à la dangerosité du pistolet à impulsion magnétique.

Échange de mauvais procédés...

Au-delà de ce cas particulier, le procès a permis de mettre en lumière le fonctionnement inquiétant de ces officines et de certains services public ou privés détenteurs de données personnelles (comptes bancaires, adresses, numéros de carte grise, etc.) qui, dans le cadre d'échanges de bons procédés, n'hésitent pas à livrer ces renseignements confidentiels aux barbouzes. L'un des accusés, douanier, avait ainsi expliqué à la barre qu'il était routinier d'échanger des renseignements avec les enquêteurs privés, qui sont souvent eux-mêmes d'anciens gendarmes, policiers ou douaniers. Des pratiques largement facilitées par le flou juridique qui entoure l'exercice de ces professions et qui malheureusement risquent de continuer à prospérer en dépit de ce verdict. Il faudra attendre encore quelques années pour un jugement définitif, car il ne fait nul doute qu'Antoine Di Zazzo, qui a osé déclarer à la barre n'avoir aucune ressource financière afin d'échapper au paiement de dommages et intérêts, va tenter d'épuiser tous les recours en vue d'échapper à une condamnation.

O.G.

HÔPITAL Du drame de Port-Royal à la réforme Couty



Gestionnaires hospitaliers et pouvoir politique veulent éviter toute réflexion sur l'environnement du drame survenu la semaine dernière à la maternité de Port-Royal (cf. Tout est à nous! n°181). C'est qu'une fois encore sont mises en lumière les conséquences des politiques imposées à l'hôpital depuis 10 ans.

À l'hôpital, un lit vide ne «rapporte pas». Le «taux d'occupation des lits» doit être le plus élevé possible. C'est l'obsession des gestionnaires hospitaliers. De même, la «durée moyenne de séjour» doit être la plus courte possible, puisqu'un séjour qui se prolonge rend celui-ci déficitaire pour l'hôpital.

Dans ces conditions, disposer de lits vides et de personnel disponible est une faute de gestion, tout comme conserver un malade «trop longtemps». D'où le renvoi à domicile systématique de toute personne ne nécessitant pas dans l'instant des soins «quantifiables» et susceptibles d'être facturés. Le doute, la prévention, le temps de comprendre n'ont plus ici leur

place, la dictature du temps et de l'urgence s'impose. C'est dans ce contexte que travaillait la sage-femme de Port-Royal qui a pris la décision de renvoyer la maman chez elle. Il semble qu'elle l'ait d'ailleurs rappelée un peu plus tard pour s'assurer que l'enfant bougeait.

Rentabilité = insécurité...

La pression gestionnaire qui s'exerce au quotidien sur les soignants et à laquelle il est extrêmement difficile de résister est destructrice de l'acte de soin (réduit à un acte technique effectué le plus rapidement possible) et de l'éthique professionnelle. Elle peut mettre en cause la sécurité du malade. «Rentabilité» et «gains de productivité» sont au cœur du système de financement dit

«tarification à l'activité» (dans le jargon gestionnaire T2A), et de la «gouvernance» d'entreprise imposés à l'hôpital par les contre-réformes depuis 2003.

Leur abrogation n'est pourtant pas prévue par ce gouvernement dans le «pacte de confiance pour l'hôpital» actuellement en préparation sous la houlette d'E. Couty. Pire, appliquant la méthode gouvernementale du «dialogue social», Couty semble avoir réussi à faire cautionner un simple «toiletage» des contre-réformes par les syndicats et mouvements de médecins hospitaliers. Pour éviter de nouveaux drames, c'est pourtant l'abrogation des contre-réformes hospitalières depuis 2003 (dont la loi Bachelot) qui est à l'ordre du jour!

J.C. Delavigne

GOODYEAR

Mobilisation générale contre la fermeture

Si les médias semblent découvrir l'usine de Goodyear à Amiens, cela fait près de 6 ans que les salariéEs de cette usine sont mobiliséEs contre les plans de licenciement et de fermeture concocté par le 3^e groupe mondial de pneumatiques.

Pourtant, si Goodyear se plaint de pertes sur le site d'Amiens, même si le groupe a pu être déficitaire, aujourd'hui la situation est redressée, et en 2011, le bénéfice du groupe s'est élevé à 343 millions d'euros. En 2012, on ne connaît pas encore tous les chiffres, mais sur les trois premiers trimestres, les bénéfices sont au rendez-vous. Et pour 2013, le PDG espère 6 milliards de dollars de bénéfices!

Le syndicat CGT majoritaire à plus de 80% sur le site a multiplié les initiatives de luttes, de débrayages, de manifestations, d'actions devant les tribunaux pour faire annuler les procédures engagées par la direction. Aucune des différentes propositions de la direction jusqu'à ce jour n'a offert de garanties sur l'emploi. La reprise d'une partie de l'activité, les plans de départs «volontaires» prévoyaient la perte de centaines de postes de travail sans garantie pour l'avenir du site. Tout comme les modifications d'horaires (4x8), pertes de jours de congés et blocage salarial ne garantissent pas le maintien de l'activité du site voisin de Dunlop, présenté comme modèle d'acceptation de sacrifices pour sauver l'emploi.



En jeu donc, 1 250 suppressions d'emplois, soit près de 6 000 avec les emplois indirects.

Une loi pour interdire les licenciements

Le 31 janvier, la direction du groupe a annoncé son projet de fermeture.

Autant dire que les semaines qui viennent seront décisives. C'est bien ce qu'a compris la CGT de Goodyear qui appelait à un grand rassemblement ce mardi 12 février au siège du groupe à Rueil (cf. la rubrique Regards en page 2). Pour de nombreuses équipes syndicales,

c'était à l'évidence l'occasion de soutenir à leur tour des salariéEs et des militantEs qui ont été de toutes les initiatives ces derniers mois, depuis les Philips jusqu'aux PSA en passant par les Licenci'elles, le meeting commun à Sciences Po le 24 janvier et les rassemblements du 29 janvier à Paris.

À l'occasion de ce Comité central d'entreprise, la direction du groupe, après avoir confirmé le retour aux bénéfices, a annoncé l'abandon du plan de reprise par le groupe Titan. Autant dire une nouvelle entourloupe, car jamais le projet de reprise par Titan n'a vraiment été présenté, en tout cas pas comme sauvegardant les emplois.

La lutte des Goodyear est d'autant plus significative que sur le parking du site d'Amiens, Hollande et Montebourg s'étaient engagés à faire adopter une loi interdisant, sous certaines conditions, les licenciements. Et c'est d'ailleurs en s'appuyant sur ces promesses que les Goodyear, au sein du collectif construit autour des Licenci'elles, les licenciées des 3 Suisses, se battent aussi pour une loi interdisant les licenciements dans les groupes qui font des profits.

Robert Pelletier



JEAN LAFFERRIÈRE

«Le trotskiste» s'en est allé

Militant dès 14 ans, «il n'a pas courbé le dos sous le sens de l'histoire et ne s'est pas résigné à des servitudes volontaires».

Il a osé, il a fait ce pari risqué qui ne lui est pas passé avec l'âge. Membre des «Faucons rouges», il participe avec son père aux manifs de 36. Après 68, il est l'un des premiers militants ouvriers à la Ligue, «métallo» membre du Comité central de la LCR avec ses camarades pour toujours Alain et Bensa. Ouvrier fraiseur à la Compagnie des Compteurs, il contribue à la première feuille de boîte de l'organisation. Il se coltine au quotidien le PCF de l'époque dans et hors de la boîte. «Jean Lafferrière le trotskiste» écrira l'Huma. Exclu de la CGT en 71, il aura des responsabilités importantes dans la gauche de la fédération Métallurgie CFDT et sera un animateur reconnu dans l'organisation antifasciste Ras l'Front. Passionné de jazz, il joue du saxophone. Jean aimait la vie, c'est sans doute les raisons de son engagement révolutionnaire permanent. Toujours présent dans les manifs, aux distributions de tracts les matins d'hiver, sous la canicule à Millau, aux AG de la porte d'Orléans lors des grèves RATP de 2003 et dans le face à face salarié-gardes mobiles, dans les luttes des sans-papiers, pour le droit au logement rue du Dragon... Si la création du NPA l'a réjoui, comme le début d'un accomplissement de toutes ces années de militantisme à la Ligue, il a été très affecté par ses déchirements internes. Jean ne nous quitte pas vraiment. Il nous laisse tant d'événements inaccomplis, tant de défaites à transformer en victoires, tant de combats à poursuivre, à mener. Le dernier mot n'est jamais dit, il y a tant d'utopies inconnues à découvrir. Merci Jean pour cet héritage, un peu trop grand pour nous.

Nous exprimons notre affectueuse solidarité à Catherine ta compagne sans qui tu n'aurais pas été le même, ainsi qu'à tes enfants.

Jean, les camarades te saluent.

Ses amiEs et camarades du 92 sud

PETROPLUS La torture par l'espoir

Les salariéEs de Petroplus dans l'agglomération de Rouen ont vécu ces derniers jours un nouvel épisode de ce qu'on pourrait appeler la torture par l'espoir.

Mardi 5 février au matin, on commence à parler de plan social. Mardi midi Bachelay, le député PS, fait miroiter un repreneur avec l'aide du gouvernement. Mardi soir, cinq dossiers de reprise sont annoncés. Le lendemain, aucun des dossiers n'est recevable par les administrateurs... Et depuis, un nouveau sursis a été donné jusqu'au 16 avril mais la procédure préalable à un plan social se met en marche.

Ces informations qui vont et viennent, qui changent plusieurs fois par jour, ont des conséquences graves sur le moral et la santé des salariéEs. Depuis des mois, ils et elles sont suspenduEs, pieds et poings liés, au bon vouloir des repreneurs éven-

tuels, à la communication du gouvernement et aux gesticulations des élus qui sèment le doute, puis l'espoir, puis la peur...Il faut que ça cesse!

Une seule solution, la réquisition

C'est au gouvernement de prendre ses responsabilités, de réquisitionner la raffinerie, de contraindre Shell à assumer ses responsabilités pour le maintien de tous les emplois sous la menace de la saisie de ses biens et de ses avoirs en France, du remboursement de toutes les aides publiques. À quelques centaines de mètres de la raffinerie se trouve l'usine GPN (ex-AZF). Ce même mercredi 6 février, Total annonçait la vente de sa filière engrais, GPN, à Borealis, un fonds d'investissement

basé en Autriche détenu par l'International Petroleum Investment Company (IPIC) d'Abu Dhabi qui avoue lui-même son objectif de «maximiser la création de valeurs pour les actionnaires». Le groupe Total pour GPN, comme Shell pour la raffinerie, ne veulent pas assumer des fermetures, mauvaises pour leur image, et font faire le sale boulot par d'autres. Il y a tout à craindre de cette vente, pour les salariéEs, les sous-traitants, les riverains et l'environnement. Une assemblée générale était appelée mardi 12 février. Pour éviter que l'histoire de Petroplus ne se répète chez GPN, il faut, ensemble, réagir, se mobiliser et refuser cette vente.

CorrespondantEs Rouen

RENAULT Empêcher la signature de l'accord de compétitivité

Ce mardi 12 février, à l'occasion d'une dixième et dernière réunion, la direction de Renault devait «procéder aux derniers ajustements» avant signature de son projet d'accord de compétitivité. Pour elle, «toutes les mesures et les engagements qui pouvaient être inscrits dans l'accord ont été abordés et discutés... À condition que les syndicats acceptent le gel des salaires pendant 4 ans, la mobilité obligatoire d'un site à l'autre, l'allongement du temps de travail sans compensation salariale et la destruction de 7 500 postes de travail. Dans ces conditions, Renault s'engagerait à ne pas fermer d'usine en France... sur les



PHOTOGRAPHIE ROUGE/DAVID

trois prochaines années. Pour avoir les moyens de tenir cet objectif, la direction s'engagerait à fabriquer dans les sites français 710 000 véhicules à l'horizon 2016 contre seulement 530 000 en 2012. Sauf qu'il s'agit évidemment d'un marché de dupes puisque cet engagement repose sur une hypothèse de croissance du marché européen de 10 à 14% d'ici à 2016, alors même que Carlos Ghosn affirmait devant la presse allemande, fin janvier, que «les ventes de voitures en Europe ne progresseront pas au cours des 3 ou 4 prochaines années».

Si la CGT et FO ont affirmé depuis le

début leur refus de signer un tel accord, la CFDT et la CFE-CGC n'ont jamais remis en cause la prétendue nécessité des lourdes régressions qu'il contient, en se contentant de subordonner leur signature à de supposés «engagements plus forts de la part de la direction générale» pour la CFDT ou à «plus de précisions» et à «des volumes plus significatifs» pour la CFE-CGC. Pour renforcer le rapport de forces face à la direction et isoler les syndicats prêts à brader les intérêts des travailleurs, de nouveaux arrêts de travail étaient appelés dans toutes les usines ce mardi.

Régis Louail

Les comités en action !

Charente: unité contre Marine Le Pen

Samedi 9 février, Marine Le Pen est venue lancer sa campagne nationale «des oubliés» à la foire de La Rochefoucauld, petite ville à 25 km d'Angoulême. Cette visite a mobilisé rapidement partis de gauche, syndicats et associations, tous les antifascistes. Un tract unitaire – NPA, PCF, JC, PG, Front de gauche, CGT, FSU, ATTAC – a été rédigé.

Nous nous sommes retrouvés à une cinquantaine de militants pour l'accueillir comme il se doit quand elle est arrivée, entourée de son SO habituel et de quelques dizaines de ses sympathisants, venus de toute la région. Aux cris de «*F comme fasciste, N comme nazi, à bas le FN*» et alternant avec l'Internationale, nous l'avons accompagnée en manifestation tout au long de sa visite. Nous avons distribué 500 tracts dénonçant le FN et ses mensonges. Elle n'a pas dit un mot du chômage qui frappe des centaines de travailleurs de la région et de La Rochefoucauld. «*No Pasaran*» ont scandé à la fin les manifestants: le FN et Le Pen ne feront pas impunément leur propagande de division xénophobe contre le monde du travail!

Bordeaux: initiatives unitaires contre la guerre au Mali

À l'initiative du NPA, plusieurs réunions unitaires ont permis de faire entendre une voix opposée à l'intervention française. Un premier communiqué «*Non à l'intervention française au Mali, Troupes françaises hors d'Afrique*» a été diffusé, signé par Femmes Égalité, GA, LO, MBDHP, NPA, PCOF, SUD Étudiant et l'UJFP Aquitaine. Plusieurs, dont AC! Gironde ou TchernoBlaye, nous ont dit ne pas vouloir prendre position. D'autres, tel le PCF ou le PG, n'ont pas répondu.

Samedi 9 février, une cinquantaine de militants – NPA, LO, PCOF, Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples ou de Cauri – se sont retrouvés pour des prises de parole et la diffusion du tract commun, un tract plutôt bien pris malgré la pluie et des discussions pas toujours évidentes tant la propagande est importante. La prochaine étape est une réunion publique jeudi 14 février. L'occasion de débattre du nécessaire combat anti-impérialiste, un combat qui rejoint aujourd'hui celui de la construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement dévoué aux multinationales, en Afrique comme en France...



DR

Paris 18°: mobilisation antifasciste réussie

Depuis plusieurs semaines, le Bloc Identitaire mène une campagne dans le 18^e arrondissement de Paris. Derrière une de leurs nombreuses associations paravents, Paris-Fierté, ils mobilisent contre l'installation d'un Starbucks Coffee à Montmartre, sous couvert d'antimondialisme et de défense de l'identité parisienne...

Alors qu'ils prévoient un rassemblement place des Abbesses samedi 9 février, un collectif unitaire – Action antifasciste Paris-banlieue, AL, Collectif antifasciste francilien, CNT, EÉLV, GA, LDH, NPA, PCF, PG – avait décidé d'organiser un contre-rassemblement au même endroit, tractant toute la semaine pour alerter la population sur les dangers de leur présence. Au dernier moment, la préfecture a décidé d'interdire les deux rassemblements. Le jour J, malgré un impressionnant dispositif policier, le collectif a bravé l'interdiction en occupant la place et en tractant pendant plus de 45 minutes. Une fois de plus, les fachos n'ont pas pu parader dans le 18^e, nous si. La lutte paie, et le combat continue. Pas de fachos dans notre quartier!

14 février 2013 n°182

campagne emploi

ACCORD NATIONAL INTERPROFESSIONNEL

Les femmes aux oubliettes !

Sous l'ère Hollande, l'égalité professionnelle entre femmes et hommes devait être une priorité. Mais contrairement à ce qui avait été annoncé, l'égalité professionnelle a été aux abonnés absents lors des négociations de l'accord compétitivité-emploi. Pire, l'accord signé accentuera les inégalités.

Selon Vallaud-Belkacem, la ministre des Droits des femmes et porte-parole du gouvernement, l'accord national interprofessionnel signé le 11 janvier dernier par le Medef et trois syndicats serait «*une avancée décisive*» contre les inégalités professionnelles entre femmes et hommes, en particulier celles concernant le temps partiel. On peut se demander si cette dernière a bien lu cet accord qui est une régression majeure pour l'ensemble des salariéEs et qui ne rectifie en rien les inégalités femmes-hommes.

Pas étonnant puisque ce thème a totalement été absent des négociations, contrairement à ce qu'avait déclaré Hollande à l'ouverture de la conférence sociale de juillet dernier et repris par Michel Sapin en septembre. Dans un document d'orientation sur la négociation, ce dernier rappelait qu'«*une attention particulière devra être portée par les négociateurs à la question de l'égalité entre les femmes et les hommes, et aux effets attendus par les mesures de l'accord en matière d'égalité*».

La flexibilité c'est aussi une affaire de genre

La question de genre a donc une nouvelle fois été mise de côté alors que la précarité touche

particulièrement les femmes. Ces dernières sont prépondérantes dans le temps partiel (plus de 80% des salariéEs à temps partiel sont des femmes et 31% des femmes sont à temps partiel contre 7% des hommes). Le chômage des femmes, le sous-emploi, les bas-salaires touchent davantage les femmes que les hommes.

Alors c'est vrai (rendons à César...) que l'accord national interprofessionnel introduit une durée minimale d'activité à 24 heures par semaine. À la première lecture, on pourrait donc, comme la ministre des Droits des femmes, s'en féliciter... si l'accord ne permettait pas au patronat autant de dérogations. De plus, l'accord légalise les «*avants temporaires*» permettant aux employeurs d'augmenter comme bon leur semble les heures de travail d'une salariéE à temps partiel, sans modification de la durée initiale du contrat de travail... Ce sont donc principalement les femmes qui seront touchées et qui les rendront encore plus flexibles et dépendantes de leur employeur. Cet accord encouragé par le gouvernement est, on le sait, avant tout un accord gagnant pour le patronat. Les salariéEs, eux, n'y gagnent rien et les femmes en particulier sont une nouvelle fois les grandes perdantes.

Sandra Demarcq



PHOTO THÉQUE ROUGE/TAOUS

PRESSE ET COMMUNICATION

Ce n'est qu'un début...

Après discussion dans l'ensemble des AG électives et lors du congrès national, celui-ci a décidé de maintenir le dispositif de presse et de communication du NPA: site internet, journal hebdomadaire et revue mensuelle. Un maintien qui ne signifie pas un statu quo, bien au contraire.

L'urgence avait d'abord été de pallier dans un premier temps le départ de camarades de la Gauche anticapitaliste, en particulier au niveau du comité de rédaction de l'hebdomadaire et de l'équipe d'animation du site internet, toutes deux largement renouvelées. Après s'être dégagé de ces contingences matérielles indispensables, nous avons déjà présenté dans un précédent numéro de

PHOTO THÉQUE ROUGE/TAOUS



l'hebdomadaire (n°172) le lancement du débat autour de cette question.

Un contexte difficile pour la presse en général, et pour la presse militante en particulier, et pourtant une volonté clairement affirmée de continuer à faire exister des moyens de communication anticapitalistes et indépendants. En témoignaient notamment les premiers efforts entrepris il y a quelques mois pour améliorer la lisibilité de notre presse. Ce congrès nous

permet aujourd'hui de franchir une étape en assurant la pérennité de notre système, non sans prendre des engagements pour faire progresser celui-ci.

Renforcer, développer, transformer

Ainsi la motion largement adoptée par le congrès se prononce sur plusieurs dimensions de notre système de communication. Elle affirme d'abord clairement le maintien de notre système actuel autour de l'articulation site internet/journal hebdomadaire/revue mensuelle. C'est une première décision importante, notamment en ce qui concerne l'avenir de notre hebdomadaire, imprimé par les rotatives de Rotographie avec qui nous entretenons des relations privilégiées. Concernant internet, la motion fixe comme objectif ces prochains mois une refonte complète du site national et le développement d'une lettre électronique régulière du NPA destinée à nos sympathisantEs. Au niveau de notre presse écrite, une nouvelle formule de l'hebdomadaire – maquette, rubricage, etc. – va être lancée, amplifiant ainsi les modifications déjà engagées, ainsi que des améliorations substantielles de la



PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO

maquette de notre revue mensuelle. Aboutissement de ces transformations, la question d'un changement de nom pour ces deux publications va être examinée dès la première réunion du conseil politique national nouvellement élu, CPN qui devra aussi décider des modalités de la prise de décision. *Tout est à nous!* n'apparaît pas ou plus comme un nom évident, référence peut-être trop interne au moment où nous voudrions nous tourner vers l'extérieur.

À un niveau plus interne, dans le cadre d'un projet global de relance du NPA, il faut mettre un peu plus d'huile dans les rouages. C'est la raison pour laquelle une nouvelle équipe communication, composée de membres issus des comités de rédaction de l'hebdomadaire et de la revue, et de l'équipe du site internet, sera chargée de coordonner notre système de communication.

Mais toutes ces décisions ne pourront prendre véritablement un contenu que si l'ensemble des militantEs et sympathisantEs du NPA font leur tous ces outils, afin de faire résonner nos idées et nos propositions à une plus large échelle. Mais de ça, nous en reparlerons plus tard.

Manu Bichindaritz

LE SALON ANTICOLONIAL **Des débats, des associations et un salon du livre...**

Samedi 16 et dimanche 17 février à La Bellevilloise, la librairie la Brèche ainsi que les librairies Le Point du jour et Envie de lire participeront au Salon anticolonial. Dans l'espace librairie, de nombreuses rencontres sont prévues: Dominique Vidal, Olivier Le Cour Grandmaison, Sandrine Charlemagne, Michèle Villanueva, Lila Chouli... Cette semaine, notre page culture se veut donc une mise en bouche à cet événement. Plus d'infos: anticolonial.net

Comment se construit la domination coloniale et raciale?

Frantz Fanon la dissèque: la peur, le complexe d'infériorité, le désespoir, car la décolonisation n'est pas libération. Lémy Lémane Coco, écrivain antillais, le développe dans son *Histoire*

SEMAINE ANTICOLONIALE ET ANTIRACISTE
16 FÉVRIER - 3 MARS 2013 / 8^{ÈME} ÉDITION

16-17 FÉVRIER 2013
SALON ANTICOLONIAL & LA BELLEVILLOISE

17 MARS 2013
CONCERT SEP

18 MARS 2013
SALON LE POINT DU JOUR

19 MARS 2013
SALON ENVIE DE LIRE

20 MARS 2013
SALON LA BRÈCHE

21 MARS 2013
SALON LE POINT DU JOUR

22 MARS 2013
SALON ENVIE DE LIRE

23 MARS 2013
SALON LA BRÈCHE

de l'esclavage (Orphie, 18 euros). En décryptant le mécanisme de l'esclavage et les témoignages de victimes africaines, nous percevons l'impact de l'oppression raciale dans la culture antillaise. Cet ouvrage aborde la résistance des esclaves, leur libération lors de l'abolition. À partir de l'histoire des colonies françaises, les bases de la réflexion sont posées pour l'esclavage moderne: immigrants clandestins sans droits, travail des enfants, enfants soldats, exploitation domestique... soit 10% de la population mondiale. Un autre combat perpétuel pour la liberté est celui de Georges Ibrahim Abdallah (*Georges Ibrahim Abdallah*, éditions Al Dante, 15 euros). Son arrêté d'expulsion vers le Liban n'ayant pas été signé, il reste le numéro d'écrou 2388/A221. 28 ans en prison pour être libanais, communiste, fondateur des Fractions armées révolutionnaires libanaises, mouvement palestinien issu du FPLP. Ce recueil de textes sur Abdallah met en lumière le combat de ce prisonnier politique non repent dans un contexte international complexe: «*Quand on a bu la mer, on ne s'étrangle pas d'une goutte d'eau*».

Quelles retombées du «printemps arabe»?

Le livre *Burkina Faso 2011* de Lila Chouli (éditions Tahin Party, 8 euros) pourrait être un élément de réponse. Suite à la mort d'un jeune, la protestation gronde, brutalités policières, vie chère, corruption massive et affairisme éhonté. Le mouvement populaire est finalement rejoint par les syndicats, dans les mines, les champs de coton, l'éducation nationale, les universités...

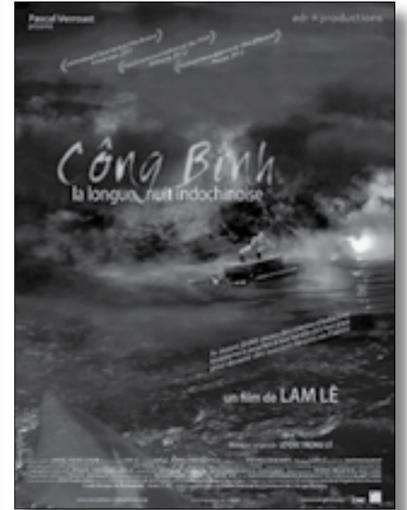
un scénario actuel, du Burkina à la Tunisie. Un autre élément de réponse dans le film «*Normal!*» (DVD Mutins de Pangee, 15 euros) qui soulève les contradictions de la société algérienne. Une jeunesse privée de liberté d'expression tente de faire face aux désillusions: quelle est la place de la création en Algérie? Comment créer sans se confronter à la censure? Comment résister? Quelles perspectives pour les luttes anticapitalistes? Les Cahiers de l'émancipation des éditions Syllepse tirent la substantifique moelle des mobilisations collectives en Amérique latine (*Amériques latines: émancipations en construction*, 8 euros). Le changement des rapports de forces est alors le produit d'une crise des élites traditionnelles, mais aussi de mouvements sociaux créatifs qui ont combiné revendications démocratiques et orientation antilibérale et anti-impérialiste. Franck Gaudichaud, Hervé Do Alto, Jules Falquet et d'autres décortiquent les mouvements démocratiques, autogestionnaires et participatifs, voire anticapitalistes.

Les Libraires de La Brèche

Cinéma

CÔNG BINH LA LONGUE NUIT INDOCHINOISE DE LAM LÊ

Sortie le mercredi 30 janvier 2013



Ce film retrace un épisode de la colonisation française en Indochine et plus particulièrement au Vietnam, par le recrutement forcé de 20 000 travailleurs jeunes, issus de la paysannerie pauvre, envoyés en France au début de la Deuxième Guerre mondiale (fin 39, début 40) afin de remplacer des travailleurs français envoyés dans les casernes. Le spectateur découvrira dans ce film les conditions inhumaines faites à ces hommes. Les témoignages d'une quinzaine de survivants, tous âgés de plus de 90 ans lors du tournage et dont plusieurs sont décédés depuis, sont le moyen pour le cinéaste d'exhumer quelques documents. Ce film, sans pathos, relate en particulier le travail de deux militants vietnamiens, étudiants en France à cette époque, membres de la IV^e Internationale, qui ont organisé l'alphabétisation de ces jeunes hommes, illettrés pour la plupart. Ce travail fut complété par une sérieuse formation politique en vue de la participation à la lutte de libération du peuple vietnamien ainsi qu'à une solide information sur ce qui concernait les débats – sanglants – au sein du mouvement ouvrier à cette époque. Ces hommes étaient considérés comme un danger pour la France. Alors qu'ils auraient dû être rapatriés à la fin de la guerre, en 1945 au plus tard, ils ne revinrent sur la terre natale qu'à la fin de la guerre française d'Indochine, après les accords de Genève de 1954. Ce retour ne fut pas glorieux, ils étaient suspectés de trotskysme et traités en «traîtres à la patrie», considérés comme soldats sous l'uniforme français, alors qu'ils avaient été exploités honteusement jusqu'en 1945. Puis sous les consignes de l'Oncle Hô, ils s'étaient engagés dans l'industrie pour revenir au pays avec une compétence professionnelle. Un beau film qui ne peut laisser insensible ceux et celles pour qui la question sociale est une blessure toujours ouverte.

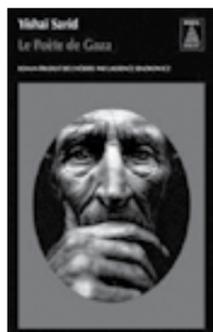
Jean-Paul Petit

POLAR

«LE POÈTE DE GAZA» de Yishai Sarid (Babel 7,50 euros)

Sur fond de conflit israélo-palestinien, un agent de la sécurité intérieure israélienne tente d'attirer le responsable palestinien d'un réseau terroriste international pour l'abattre. Pour se faire, l'agent doit manipuler une écrivaine séduisante et se lier d'amitié avec le père, le poète de Gaza! Ce scénario d'espionnage pourrait apparaître prévisible, au contraire, une dimension profondément humaine bouleverse le déroulement du récit: la critique aiguë de la société israélienne ultra-sécuritaire, la barbarie des interrogatoires de suspects tous arabes, la pression de la morale religieuse, les conditions de vie des palestiniens, la casse du système de santé, le doute du combat... Un polar géopolitique dans lequel la barbarie rend la paix impossible.

Les Libraires de La Brèche



THÉÂTRE

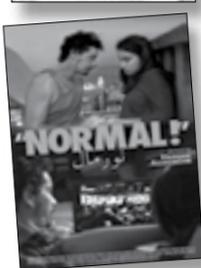
«LA MISE EN PROCÈS» par la compagnie Monsieur Madame!

Dans le cadre de la Semaine anticoloniale, la compagnie Monsieur Madame présente cette pièce mise en scène par Maylis Isabelle Bouffartigue, une mise en procès du Code noir, du Code de l'indigénat et du Code des étrangers, avec les spectateurs dans le rôle de juge. Une pièce qui nous conduit sur les chemins de l'histoire et des cultures. La loi désacralisée devient un matériau de réflexion qui appartient à tous. Nul n'est censé l'ignorer et chacun est légitimé à la juger, la critiquer et la réformer. Une pièce qui jette des ponts à travers l'histoire pour mieux stigmatiser le code des étrangers actuel, expliquer de quoi il se nourrit et montrer que l'histoire se répète autrement. La loi et le politique sont mis en accusation, leur complicité démasquée, le droit servant toujours l'économie et l'idéologie, l'économie et l'idéologie justifiant toujours le droit.

Correspondant



1. Les 21, 22 et 23 février à 19h30 au Lavoisier Moderne Parisien, 35 rue Léon 75018 Paris, M^o Château Rouge ou Marcadet-Poissonniers. Suivi d'un débat avec Olivier Le Cour Grandmaison, spécialiste de l'histoire coloniale et des questions de citoyenneté.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43



S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<p>Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre</p> <p>Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre</p>	<p>Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre</p> <p><input type="checkbox"/> 19 € par trimestre</p>	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT _____</p> <p>CODE GUICHET _____</p> <p>N° DE COMPTE _____</p> <p>CLÉ RIB _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Titulaire du compte</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>	<p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>
---	---	---	--

Par chèque, à l'ordre de: NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	28 €	56 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	22 €	44 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	50 €	100 €	
Tarif jeunes/chômeurs/précaires			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	20 €	40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	38 €	76 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre 3 milliards

C'est en euros le montant de la baisse de dotation de l'État aux collectivités locales pour les années 2014 et 2015. Cette coupe, annoncée par les ministres chargés des Finances et de la Décentralisation mardi 12 février, est justifiée par le financement du Crédit d'impôt compétitivité emploi...

Quinzaine anticoloniale et antiraciste

Du 16 février au 3 mars se déroulera à Paris la 8^e édition de la «Semaine anticoloniale et antiraciste». Organisée par le réseau Sortir du colonialisme, il s'agit de mettre en évidence le lien entre la question coloniale, les discriminations et le racisme.

Cette manifestation politique et culturelle débutera par la tenue du salon anticolonial les 16 et 17 février à la Bellevilloise (Paris 20^e) avec stands internationaux, conférences, projections, musique... et intervention de notre camarade Philippe Poutou le samedi à 15 heures.

Notons aussi les moments forts que devraient représenter, entre autres :

- ★ la projection d'un film sur Abdeldrim El Khattabi, suivie d'une conférence-débat avec présence d'un représentant du Mouvement marocain du 20 Février ;
- ★ la pièce de théâtre *la Mise en Procès* (cf. présentation page 11) ;
- ★ un débat sur la situation dans les foyers de migrants ;
- ★ la tenue de l'Assemblée des peuples sans État et celle de l'Assemblée des peuples encore colonisés par la France ;
- ★ le tribunal de la scandaleuse dette haïtienne, exigée par la France pour «indemniser» les colons esclavagistes après l'indépendance ;
- ★ la journée consacrée à la montée des extrêmes droites et aux discriminations racistes et islamophobes ;
- ★ le concert du groupe ZEP.

Dans la rue

La quinzaine se clôturera le 2 mars par une marche qui devra témoigner de la force de notre mobilisation contre la persistance des rapports de domination coloniale.

En prise avec l'actualité, cette marche sera notamment l'occasion de dénoncer les crimes visant les défenseurs du droit des peuples à l'autodétermination (assassinats récents de dirigeants kurdes et tamouls), la perpétuation de la Françafrique (illustrée par l'intervention militaire au Mali), les expressions racistes et islamophobes de plus en plus décomplexées ; la chasse aux Roms, le refus de régularisation et les expulsions de sans-papiers.

François Brun

Programme complet sur anticolonial.net

Mali Changement de casque ?

En demandant l'envoi de casques bleus, le gouvernement de François Hollande tente de trouver une sortie du conflit tout en restant présent au Mali.

Les principales puissances occidentales sont tombées d'accord pour le déploiement d'une mission de paix assurée par des casques bleus qui relèveraient directement de l'ONU. Les avantages pour Paris sont multiples. Cela permettrait d'amorcer un retrait partiel des troupes, ainsi démentir les risques d'enlèvement, et en même temps garder sur place les soldats nécessaires. Leurs missions seraient de mener les combats contre les djihadistes, notamment au nord dans le massif montagneux des Ifoghas et au sud principalement dans la capitale Bamako, et de garantir la «sécurité des institutions» du Mali. Ainsi, ces troupes pourraient être accolées aux casques bleus sans pour autant y être intégrées, selon un dispositif proche de l'opération Licorne et de l'ONUCI que l'on trouve en Côte d'Ivoire, permettant à Paris de garder de grandes marges de manœuvre. Une telle configuration renforcerait la légalité internationale de l'intervention de la France qui a été pour le moins malmenée et, point non négligeable, le financement de cette force serait pris en charge par les fonds de l'ONU qui assureraient sa pérennité.

Pax francia

Cependant les autorités maliennes voient cette future configuration d'un mauvais œil, faisant remarquer que l'objectif de cette mission de maintien de la paix est problématique. En effet, maintenir la paix



Rassemblement à l'initiative du NPA, de LO et d'Alternative libertaire contre l'intervention française au Mali devant le siège d'Areva à Paris, samedi 9 février. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

avec qui? Avec les terroristes? Cela n'est guère concevable car le gouvernement Hollande s'est donné comme objectif la guerre totale contre les terroristes. Avec le MNLA et Mouvement islamique de l'Azawad, récente scission d'Ansar Eddine? Ces deux groupes occupent, avec l'approbation de la France, les villes de l'extrême nord du pays dont la plus importante est Kidal. Cette situation est déjà un sérieux coup de canif dans les objectifs officiels de la France de restaurer l'intégrité et l'unité territoriale du Mali. Instaurer des négociations de paix placerait sur un pied d'égalité les autorités intérimaires maliennes et le MNLA et le MIA, entérinant ainsi la partition du territoire. Mais les autorités maliennes n'ont guère le choix.

Installation durable des impérialistes

Les djihadistes ne sont pas seulement responsables de la souffrance de la population

des villes qu'ils occupaient, ils ont réussi à ce que le rêve des puissances impérialistes se réalise : installer durablement leur présence militaire massive qui permettra désormais d'influer fortement sur les destinées des pays de la région et de profiter des richesses minérales du sous-sol.

On se souvient que les États-Unis n'avaient pas réussi à trouver un pays qui puisse accueillir l'Africom, le centre de commandement militaire US pour l'Afrique. Désormais ils ont beaucoup mieux puisqu'ils vont disposer d'une base militaire de drones qui vont sillonner la région.

La France se retrouve légitimée à jouer son rôle de gendarme avec des bases militaires officielles disséminées un peu partout. Dans ce cadre on comprend aisément que le dialogue politique au Mali ne sera pas maîtrisé par les Maliens eux-mêmes et répondra surtout aux exigences de Paris.

Paul Martial

Paris sportifs : surprise ?

Le monde du sport ne finit plus de naviguer de scandales en fausses révélations (comme le «Qatagate» inventé par France Football, découvrant que les coupes du monde s'achetaient et que le Mondial était un enjeu politique...). Dernier soubresaut en date, Europol a levé le lièvre d'un immense trafic de matchs achetés, pas seulement dans les petits championnats européens, le tout secrètement organisé par un réseau mafieux de Singapour.

Si l'ampleur finale de cette affaire n'est pas encore connue, on s'étonne surtout de ces médias et politiques qui découvrent que les paris sportifs impactent désormais en profondeur l'existence du sport. Pas besoin d'aller chercher les mafias asiatiques pour s'en inquiéter, car, pas plus que le nuage radioactif de Tchernobyl, ce type de «contaminations criminelles» ne va s'arrêter comme par miracle devant le Rhin.

Une manne financière

Finalement à chaque sport sa spécialité. Le cyclisme avait révélé au monde

que le dopage ne se limitait pas à un simple caprice de vedettes assoiffées de reconnaissance, mais représentait bel et bien un mode structurel de fonctionnement du haut-niveau. Aujourd'hui le foot démontre au reste de la belle famille olympique que ce ne sont plus seulement les sponsors et les investisseurs qui détiennent les cordons de la bourse de l'économie du sport. Cette dernière est dorénavant submergée par les flux quasi infinis des paris, à l'instar d'un capitalisme productiviste englouti par les marchés financiers dématérialisés.

En 2011, près de 500 milliards de dollars se seraient déversés sur internet, dont plus des trois quarts dans un cadre illicite. Et le crime organisé a investi tout naturellement ce terrain. De l'autre côté du miroir, les sites légaux sont devenus parmi les plus gros annonceurs pour les clubs ou même d'incontournables clients pour les médias. Mais rien de plus naturel. Le capitalisme est polymorphe et a seulement pris des visages différents dans le sport pour mieux fonctionner. L'important, c'est de participer... au bénéfice.

King Martov

NO COMMENT

Je dirais qu'on ne peut pas surmonter ce problème du sida uniquement avec de l'argent, pourtant nécessaire. Si on n'y met pas l'âme, si les Africains n'aident pas [...], on ne peut pas résoudre ce fléau par la distribution de préservatifs. Au contraire, ils augmentent le problème.

Benot XVI à des journalistes lors d'un voyage en Afrique le 17 mars 2009

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold
Maquette : Ambre Bragard
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®